



## **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUILLET 2020**

La séance a été ouverte à 19 H 30 et présidée par M. Guillaume LEPERS, Maire de la Commune de Villeneuve-sur-Lot.

Étaient présents : MM. et Mmes BALLEROY Vincent, BERTHOUMIEUX Vincent, BLAZEJCZYK Maëlle, BOUSQUET-CASSAGNE Étienne, BOUYSSONNIE Thomas, CHABROT-DUPUY Agnès, CLERC Xavier, DAVELU-CHAVIN Anne-Marie, DE BRONDEAU Chantal, DELLIAUX Anne, FEUILLAS Lionel, GUEUDIN Freddy, LAMORLETTE Laurence, LAVILLE Michel, LEPERS Guillaume (Maire), LÉVÊQUE Catherine, LOISEAU Xavier, MACALLI Daniel, MARS Xavier, RÉGNIER Gérard, RONGIER Sylvie, ROSIER Jean-Eric, SUPPI Patricia, THOMAS-BOLLINI Léah (secrétaire de séance), VAQUIER Béatrice.

Étaient représentés : Mme CHARGROS Dominique par Mme THOMAS-BOLLINI Léah, Mme HÉNAULT-BLINEAU Estelle par M. LOISEAU Xavier, M. LADRECH Frédéric par Mme LAMORLETTE Laurence, Mme MOLDOVAN Dalia par Mme DELLIAUX Anne.

Était absent : M. ZIANI Samir.

*Avant de débiter la séance, Monsieur le Maire tient à revenir sur les incidents qui se sont déroulés le week-end dernier en centre-ville et informe les conseillers municipaux du dispositif qui sera mis en place lors des prochains jours, suite à la réunion de ce lundi en présence de Madame la Préfète, du Procureur et des forces de l'ordre.*

*Ce dispositif comprend notamment les mesures suivantes : optimisation du dispositif de vidéo-surveillance, harmonisation des horaires de fermetures des établissements et extension des horaires de la Police Municipale, .... À ce titre, il tient à remercier les agents de ce service pour leur disponibilité et leur engagement dans cette action. Il indique qu'il sera aux côtés de ces derniers ce soir, après la séance afin de suivre le dispositif mis en place. Enfin, il souligne l'état d'esprit déterminé de chaque acteur présent à cette réunion.*

*Monsieur Bousquet-Cassagne aurait souhaité la prise de mesures supplémentaires avec l'ouverture de crédits au Budget dédiés à la sécurité pour la création de postes supplémentaires au sein de ce service pour permettre la mise en place d'une Police Municipale 24 h/24. Il trouve naïf de penser que l'État puisse résoudre ces difficultés en termes de sécurité alors que ce dernier s'est montré bien défaillant sur ce thème actuellement sur d'autres territoires. Il met en garde sur la tentation d'adopter un comportement de rejet de la faute sur l'État.*

*Monsieur le Maire insiste sur le bon état d'esprit affiché par tous les acteurs présents à cette réunion avec une vraie volonté d'améliorer les choses en termes de sécurité dans la Ville. Il précise que des propositions en la matière seront bien évidemment portées au budget.*

*Monsieur Bouyssonnie salue cette concertation mais rappelle que la sécurité est une compétence régalienne de l'État. Ce dernier ne doit pas se défaire sur ce sujet et de ce fait, cela ne doit pas grever le budget de la Commune. Il souhaite avoir davantage de précisions sur les propos tenus au cours de cette réunion et connaître les directives du Procureur en matière de lutte contre les trafics.*

*Monsieur le Maire indique qu'une enquête est en cours et ne peut donc pas donner d'informations plus détaillées afin de permettre une action optimale en la matière. Il tient à rappeler que la réaction de l'État, dès le lundi suite aux incidents du week-end, a été appréciable et que la sécurité dépend de ce travail de concertation et de coordination avec une volonté commune en la matière.*

Madame Léah Tomas-Bollini a été désignée Secrétaire de séance. Le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 16 juillet 2020 a été approuvé.

## DÉLIBÉRATIONS :

### AFFAIRE N° 1 : RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

L'article 61 de la loi du 4 août 2014 dispose que *"dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret."*

Le rapport présenté au conseil municipal et annexé à la présente délibération s'articule autour des volets suivants :

- un volet interne relatif à la politique de ressources humaines de la collectivité employeuse en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- un volet territorial qui concerne les politiques d'égalité menées sur son territoire.

**Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes.**

### AFFAIRE N° 2 : RAPPORT et DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2020 -2025

#### UN CONTEXTE FINANCIER ET SOCIO-ÉCONOMIQUE PEU LISIBLE POUR L'AVENIR

C'est dans un contexte financier, économique, social imprévisible, en mutation que doit s'inscrire financièrement la ville et se prémunir des aléas. Les effets de la mondialisation de l'économie, de la crise sanitaire qui n'est pas terminée, ont des répercussions sur l'ensemble des territoires, même les plus ruraux. Les comportements des différents acteurs, qu'ils soient individuels ou étatiques, ne peuvent être anticipés.

Si les effets financiers de la crise sanitaire peuvent être évalués sur le budget 2020 de la ville, les effets socio-économiques, qui ont des effets à plus longs terme, ne pourront être que constatés au fil du temps. Nous ne disposons pas d'éléments qui nous permettent d'apprécier les dégâts de la pandémie sur l'activité économique locale. La réduction de l'activité, de la consommation a eu et aura des effets sur le fonctionnement des entreprises locales, leur rentabilité, leur masse salariale. La perte de revenus qui en découle aura donc des répercussions sur les activités, les services que propose la ville à ses administrés (culture, sports, animations...). Un accompagnement pour les administrés les plus touchés par les effets économiques de la crise sur leurs revenus devra probablement être adapté afin de leur permettre d'accéder aux services municipaux. Dans un contexte de paupérisation, la fiscalité locale qui repose sur un nombre de contributeurs qui peut aller décroissant si les nécessités de mobilité professionnelle se font sentir.

Dans le cadre de la pandémie, l'État a soutenu l'économie nationale et s'est fortement endetté pour le faire. Nous l'avons vu par le passé, l'Etat sait solliciter les collectivités locales pour redresser ses propres finances en pratiquant des réductions de dotations. Il ne faut donc pas exclure qu'il fasse appel aux collectivités pour participer à la résorption de ce gigantesque effort. Cependant, le poids des investissements locaux dans la relance économique du pays plaide a contrario pour une sollicitation modérée de la participation des collectivités locales. En effet, lorsqu'un « risque financier » apparaît dans le paysage des collectivités, l'effet immédiat consiste à réduire l'investissement et à thésauriser par prudence.

En juillet 2020, la pandémie mondiale n'est pas maîtrisée. Les déplacements internationaux de personnes sont autorisés. Les foyers de contamination peuvent se développer dans les territoires jusqu'à présent les plus préservés. Le confinement peut être imposé localement.

C'est dans cet environnement peu lisible que doit s'inscrire le débat sur les orientations budgétaires de la ville. La construction d'une projection financière sur plusieurs exercices repose sur des hypothèses qu'il faudra ajuster au fil de l'eau. Cette projection est nécessaire car elle fixe un cadre et guide l'action de la municipalité. Il faut également qu'elle soit prudente mais sans excès de pessimisme afin de ne pas casser la dynamique de l'action.

### **UNE SITUATION FINANCIÈRE 2019 SAINE**

La situation financière de la commune de Villeneuve sur Lot en 2019 est conforme aux équilibres communément admis pour une collectivité de taille comparable. Avec un taux d'épargne à 13,4%, au-dessus des 10% et une capacité de désendettement de 6,2 ans en dessous des 10 années à ne pas dépasser, les ratios de pilotage sont bons. Le budget 2020, impacté par la crise sanitaire en section de fonctionnement, supporte la finalisation des opérations lancées en investissement lors du précédent mandat. Le volume des investissements net 2020 (dépenses d'investissement déduction faite des recettes d'investissement) est raisonnable.

### **LA CONSTRUCTION DU ROB 2020 - 2025**

Dans une première partie, nous présenterons la structure budgétaire de la commune en recettes et en dépenses et leurs hypothèses d'évolution pour aboutir au calcul de l'épargne. Dans une seconde partie, seront présentés le volume des investissements potentiels, leur financement et l'impact sur l'endettement et la capacité de la commune à rembourser sa dette. Enfin, dans la dernière partie, nous replacerons la commune au sein d'éléments financiers liés aux communes de taille comparable, à sa strate de population.

Les grandes orientations de ce ROB reposent sur une stabilité des taux de fiscalité des ménages, des dotations de l'Etat qui ne diminuent pas, une évolution de la masse salariale maîtrisée et un volume d'investissement qui maintient la capacité de désendettement de la commune à 10 ans.

La réflexion sur la mutualisation des services, le transfert d'équipements d'intérêt communautaire entre la ville centre et son agglomération sera poursuivie et actée dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire porté par la CAGV. Aucune hypothèse n'a été intégrée dans ce ROB.

#### **I - Une épargne brute maintenue au-dessus de 12%**

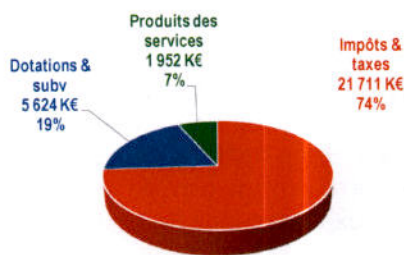
Les hypothèses sur lesquelles reposent les évolutions présentées ci-après se basent sur « un retour à la normale » à compter de 2021, sans reprise de la pandémie à l'automne et sans confinement de notre territoire.

L'exercice 2020 est asymptomatique, car touché financièrement par le virus. L'impact sur l'épargne brute 2020 représente une baisse de 573 K€ dont nous examinerons le détail dans le cadre de la présentation du budget primitif 2020.

## Des prévisions de recettes de fonctionnement en hausse de +0,7% par an.

| (en K€)                              | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Impôts & taxes (73)                  | 21 711        | 21 843        | 23 158        | 23 344        | 23 533        | 23 723        | 23 916        |
| Dotations & subventions (74)         | 5 624         | 5 568         | 4 643         | 4 643         | 4 663         | 4 683         | 4 704         |
| Produits des services (70/75/77/013) | 1 952         | 1 372         | 1 767         | 1 787         | 1 787         | 1 787         | 1 787         |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>    | <b>29 287</b> | <b>28 783</b> | <b>29 567</b> | <b>29 774</b> | <b>29 982</b> | <b>30 193</b> | <b>30 407</b> |
| Variations                           | 225           | -504          | 784           | 206           | 209           | 211           | 213           |
| Variations en % annuel               | 0,8%          | -1,7%         | 2,7%          | 0,7%          | 0,7%          | 0,7%          | 0,7%          |

VSL recettes de gestion 2019  
29,3 M€



La structure des recettes de fonctionnement de la commune met en exergue une part prépondérante (pour 21,7 M€) des « impôts & taxes » soit 74% du total.

L'importance de la fiscalité « ménages » pour les finances de la commune est donc évidente. La suppression de la taxe d'habitation est compensée par le transfert d'une partie de la taxe foncière perçue par le Conseil départemental. La réforme est neutre du point de vue des équilibres budgétaires.

La revalorisation annuelle de l'assiette fiscale de la taxe foncière est estimée à +1% de 2020 à 2025, sans hausse des taux.

| Chapitre 73 en K€                 | 2019          |
|-----------------------------------|---------------|
| TAXES FONCIERES                   | 17 333        |
| AT TRIBUTION DE COMPENSATION CAGV | 2 512         |
| FPIC : FONDS PEREQUATION          | 339           |
| TAXES SUR L ELECTRICITE           | 488           |
| TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXT  | 214           |
| DROITS DE MUTATION                | 743           |
| DROITS DE PLACE COMMERCES         | 78            |
| FNGIR FOND NATIONAL GARANTIE      | 4             |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>21 711</b> |

Le poste « impôts & taxes » est constitué à 80% de la taxe d'habitation (TH) et de la taxe sur le foncier bâti (TFB). Le non bâti est marginal.

La revalorisation pour 2020 des bases foncières s'élève à +0,9% pour la TH et +1,2% pour le FB. Elle suit chaque année l'inflation des prix.

Tendanciellement, à fiscalité constante, l'évolution de l'assiette des bases de foncier à +1% devrait dégager environ +180 K€ de produits supplémentaires chaque année, ce qui est peu.

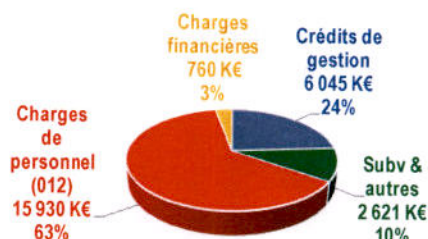
Le poste « Dotations & subventions » composé essentiellement de la DGF (2,5 M€), de la dotation de solidarité urbaine DSU (920 K€). Stabilité pour les évolutions prévisionnelles de DGF, une hausse de +2% (+20 K€/an) est prévue pour la DSU jusqu'à la fin du mandat à venir. La prospective financière est construite sur des tarifs municipaux inchangés.

Au global, après un rééquilibrage en 2021 des recettes perdues en 2020 à leur niveau de 2019, les recettes prévisionnelles de fonctionnement devraient dégager +200 K€ de ressources supplémentaires (soit +0,7%) chaque année.

## Des dépenses de fonctionnement contenues entre 2020 et 2025

| (en K€)                           | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Crédits de gestion (011/67/014)   | 6 045         | 6 149         | 6 258         | 6 332         | 6 407         | 6 482         | 6 559         |
| Subventions & autres (65)         | 2 621         | 2 595         | 2 613         | 2 632         | 2 651         | 2 670         | 2 690         |
| Charges de personnel (012)        | 15 930        | 16 118        | 16 292        | 16 365        | 16 513        | 16 474        | 16 720        |
| Charges financières               | 760           | 797           | 725           | 704           | 690           | 691           | 693           |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b> | <b>25 356</b> | <b>25 658</b> | <b>25 888</b> | <b>26 033</b> | <b>26 260</b> | <b>26 318</b> | <b>26 661</b> |
| Variations                        | 258           | 302           | 230           | 145           | 227           | 57            | 343           |
| Variations en % annuel            | 1,0%          | 1,2%          | 0,9%          | 0,6%          | 0,9%          | 0,2%          | 1,3%          |

**VSL dépenses de gestion 2019**  
**25,4 M€**



Avec 16 M€, la masse salariale représente 63% des dépenses totales de fonctionnement en 2019.

Pour autant, s'il faut reconnaître que c'est dans les ressources humaines que se concentre la valeur ajoutée du service public, ce poste reste sous haute surveillance afin d'en contenir l'évolution.

Les charges de gestion (24% des dépenses) accompagnent le fonctionnement des services et les subventions soutiennent le tissu associatif local.

Difficile à manœuvrer sur la partie dépenses, l'épargne repose essentiellement sur la masse salariale qui est une dépense dite « rigide ». Une stabilisation du poste « charges de personnel » en valeur absolue passe par une réduction du nombre d'agents afin de compenser l'évolution des rémunérations des agents en place. Cette possible inflexion des effectifs est liée à la pyramide des âges et principalement aux départs en retraite, à la réorganisation des services.

| VSL : effectif au 31/12          | 2020       | 2021       | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Masse salariale (chap 012 en K€) | 16 118     | 16 292     | 16 365     | 16 513     | 16 474     | 16 720     |
| Variation                        | 188        | 175        | 73         | 148        | -39        | 246        |
| Titulaires                       | 374        | 370        | 367        | 360        | 354        | 350        |
| Non titulaires                   | 61         | 59         | 61         | 65         | 68         | 72         |
| Emploi aidés                     | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          |
| <b>Total</b>                     | <b>435</b> | <b>429</b> | <b>428</b> | <b>425</b> | <b>422</b> | <b>422</b> |
| Variation                        | -7         | -6         | -1         | -3         | -3         | 0          |

L'hypothèse d'évolution de la masse salariale repose sur une réduction de d'effectif suite à 13 départs anticipés en retraite sur la période. L'évolution de la masse salariale évoluerait donc de +0,7%/an en moyenne entre 2020 et 2025.

Il est nécessaire de préciser que l'impact financier de l'évolution des carrières conjugué à l'augmentation du point d'indice à compter de 2021 avoisine les 2% par an, soit une hausse potentielle de l'ordre de 300 K€ supplémentaires chaque année à effectif constant.

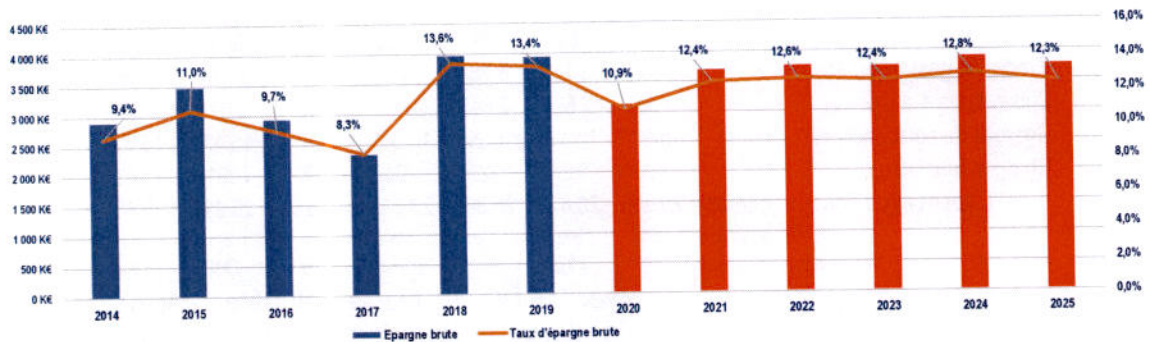
Les crédits de gestion ont été prévus avec une inflation à +1%/an à compter de 2021, soit +55 K€/an. Les enveloppes de subvention ont été reconduites sans augmentation.

Dans cette prospective, les dépenses de fonctionnement sont contenues et évoluent en moyenne de +0,8%/an entre 2020 et 2025.

### Une épargne brute à plus de 12%.

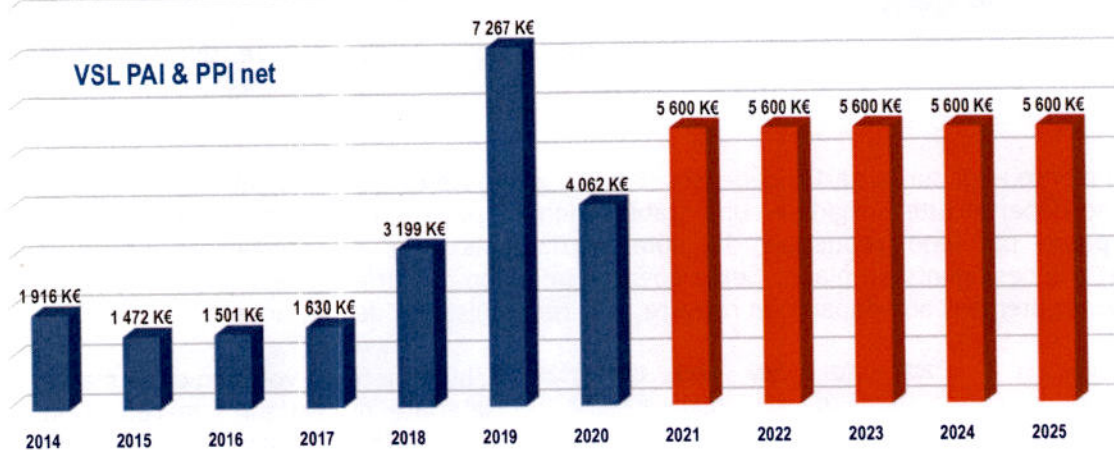
L'épargne brute est fondamentale. C'est l'équivalent du bénéfice dégagé par une entreprise. L'épargne est destinée à être réinvestie en totalité. Très volatile, elle est déterminante pour fixer le niveau d'investissement et le recours à l'emprunt. On l'appelle également « capacité d'autofinancement ». Il est admis que pour une commune de plus de 10 000 habitants, l'épargne brute se situe au niveau de 10% des recettes de fonctionnement, soit à minima 3 M€ pour Villeneuve-sur-Lot.

VSL évolution du taux d'épargne brute (en K€ et % des recettes réelles de fonctionnement)



Entre 2014 et 2018, l'épargne brute, fortement impactée par la baisse de la DGF (-1,7 M€ entre 2014 et 2017) se maintient et approche les 4 M€ à compter de 2017. Les projections (en rouge sur le graphique ci-dessus) prévoient une épargne brute au-dessus des 3,5 M€ à plus de 12%.

## II - Le plan d'investissement



Les volumes d'investissement net (déduction faite des subventions et du FCTVA) sont réduits de 2014 à 2018 en raison du contexte financier difficile lié à la baisse des dotations et à une épargne en dessous de 3 M€.

Le début du nouveau mandat, coïncide avec un désendettement de la commune et une épargne proche des 4 M€ en 2019.

Le volume d'investissement net annuel « supportable » pour les 5 prochaines années est de 5,6 M€. En effet, l'objectif est de « tester », la capacité maximale d'investissement de la commune. Le chiffrage précis et le phasage des investissements restent à réaliser.

| (en K€)                              | 2014            | 2015           | 2016           | 2017            | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           | 2024           | 2025            |
|--------------------------------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Impôts & taxes (73)                  | 22 238          | 22 716         | 22 658         | 21 602          | 21 528         | 21 711         | 21 843         | 23 158         | 23 344         | 23 533         | 23 723         | 23 916          |
| Dotations & subventions (74)         | 7 361           | 6 731          | 6 149          | 5 803           | 5 528          | 5 624          | 5 568          | 4 643          | 4 643          | 4 663          | 4 683          | 4 704           |
| Produits des services (70/75/77/013) | 1 439           | 1 669          | 1 499          | 1 803           | 2 234          | 1 952          | 1 372          | 1 767          | 1 787          | 1 787          | 1 787          | 1 787           |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>    | <b>31 038</b>   | <b>31 594</b>  | <b>30 248</b>  | <b>28 152</b>   | <b>29 062</b>  | <b>29 287</b>  | <b>28 783</b>  | <b>29 567</b>  | <b>29 774</b>  | <b>29 982</b>  | <b>30 193</b>  | <b>30 407</b>   |
| Variations                           |                 | 556            | -1 346         | -2 096          | 910            | 225            | -504           | 784            | 206            | 209            | 211            | 213             |
| Variations en % annuel               |                 | 1,8%           | -4,3%          | -6,9%           | 3,2%           | 0,8%           | -1,7%          | 2,7%           | 0,7%           | 0,7%           | 0,7%           | 0,7%            |
| Crédits de gestion (011/67/014)      | 6 850           | 6 710          | 6 103          | 6 039           | 6 091          | 6 045          | 6 149          | 6 258          | 6 332          | 6 407          | 6 482          | 6 559           |
| Subventions & autres (65)            | 3 008           | 3 110          | 3 028          | 2 806           | 2 709          | 2 621          | 2 595          | 2 613          | 2 632          | 2 651          | 2 670          | 2 690           |
| Charges de personnel (012)           | 16 983          | 17 205         | 17 144         | 16 032          | 15 452         | 15 930         | 16 118         | 16 292         | 16 365         | 16 513         | 16 474         | 16 720          |
| Charges financières                  | 1 289           | 1 088          | 1 041          | 936             | 846            | 760            | 797            | 725            | 704            | 690            | 691            | 693             |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>    | <b>28 130</b>   | <b>28 113</b>  | <b>27 316</b>  | <b>25 813</b>   | <b>25 098</b>  | <b>25 356</b>  | <b>25 658</b>  | <b>25 888</b>  | <b>26 033</b>  | <b>26 260</b>  | <b>26 318</b>  | <b>26 661</b>   |
| Variations                           |                 | -17            | -797           | -1 503          | -715           | 258            | 302            | 230            | 145            | 227            | 57             | 343             |
| Variations en % annuel               |                 | -0,1%          | -2,8%          | -5,5%           | -2,8%          | 1,0%           | 1,2%           | 0,9%           | 0,6%           | 0,9%           | 0,2%           | 1,3%            |
| <b>Épargne brute</b>                 | <b>2 908</b>    | <b>3 481</b>   | <b>2 932</b>   | <b>2 339</b>    | <b>3 964</b>   | <b>3 931</b>   | <b>3 125</b>   | <b>3 679</b>   | <b>3 740</b>   | <b>3 722</b>   | <b>3 876</b>   | <b>3 745</b>    |
| Variations                           |                 | 573            | -549           | -593            | 1 625          | -33            | -806           | 554            | 61             | -18            | 153            | -130            |
| <b>Taux d'épargne brute</b>          | <b>9,4%</b>     | <b>11,0%</b>   | <b>9,7%</b>    | <b>8,3%</b>     | <b>13,6%</b>   | <b>13,4%</b>   | <b>10,9%</b>   | <b>12,4%</b>   | <b>12,6%</b>   | <b>12,4%</b>   | <b>12,8%</b>   | <b>12,3%</b>    |
| Amortissement de la dette            | 2 469           | 2 844          | 2 618          | 2 563           | 2 805          | 2 874          | 3 309          | 3 364          | 3 502          | 2 792          | 2 958          | 3 090           |
| <b>Épargne nette</b>                 | <b>439</b>      | <b>637</b>     | <b>314</b>     | <b>-224</b>     | <b>1 159</b>   | <b>1 057</b>   | <b>-184</b>    | <b>315</b>     | <b>239</b>     | <b>931</b>     | <b>917</b>     | <b>655</b>      |
| Résultat antérieur                   | 211             | 2 455          | 4 025          | 3 917           | 3 316          | 1 279          | 262            | 0              | 0              | 0              | 0              | 0               |
| Dépenses PAI & PPI                   | 3 589           | 3 495          | 2 644          | 3 150           | 4 960          | 9 323          | 8 032          | 7 000          | 7 000          | 7 000          | 7 000          | 7 000           |
| Recettes PAI & PPI                   | 1 673           | 2 023          | 1 143          | 1 520           | 1 761          | 2 056          | 3 970          | 1 400          | 1 400          | 1 400          | 1 400          | 1 400           |
| PAI & PPI Net (Dépenses - recettes)  | 1 916           | 1 472          | 1 501          | 1 630           | 3 199          | 7 267          | 4 062          | 5 600          | 5 600          | 5 600          | 5 600          | 5 600           |
| Besoin de financement                | 2 000           | 2 900          |                |                 |                | 5 200          | 3 984          | 5 285          | 5 361          | 4 669          | 4 683          | 4 945           |
| Encours de dette                     | 29 615          | 30 111         | 27 493         | 24 930          | 22 153         | 24 481         | 25 156         | 27 076         | 29 400         | 32 009         | 34 698         | 37 752          |
| <b>Capacité de désendettement</b>    | <b>10,2 ans</b> | <b>8,7 ans</b> | <b>9,4 ans</b> | <b>10,7 ans</b> | <b>5,6 ans</b> | <b>6,2 ans</b> | <b>8,1 ans</b> | <b>7,4 ans</b> | <b>7,9 ans</b> | <b>8,6 ans</b> | <b>9,0 ans</b> | <b>10,1 ans</b> |

Le financement des investissements inscrits nécessite le recours à l'emprunt. Dans notre hypothèse, la dette au 31/12 passe de 24,5 M€ en 2019 à 37,8 M€ en 2025 afin de financer 32 M€ d'investissements nets sur la période.

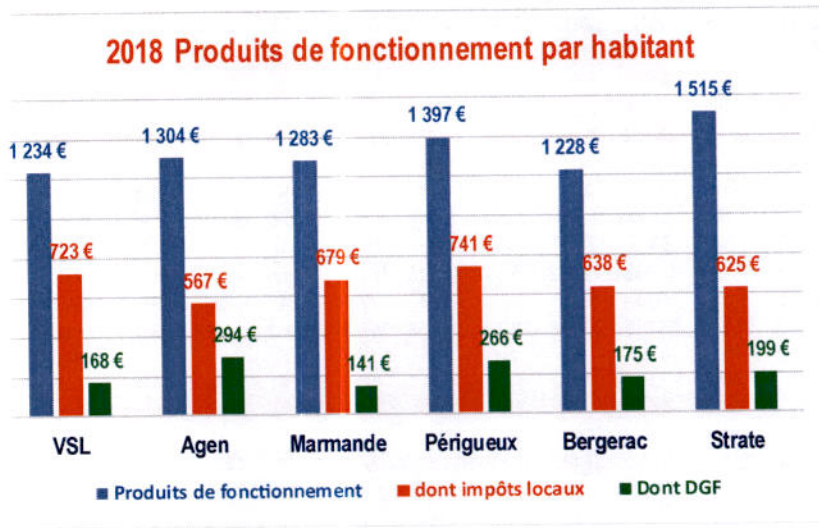
Dans cette hypothèse, le ratio de désendettement reste à 10 ans, ce qui correspond au ratio de bonne gestion.

### III - Les ratios comparatifs

« Comparaison n'est pas raison » dit-on communément. Chaque collectivité, chaque commune, a son histoire qui transcende le mandat car elle est évidemment bien plus ancienne. Cette histoire trouve traduction dans les budgets successifs, dans la fiscalité communale.

Ces chiffres présentés sont consultables par tout un chacun sur le site de la DGFIP. Les derniers en lignes concernent les comptes 2018. Cinq villes centre au banc d'essai sont de taille relativement comparable, localisées dans un périmètre proche. La comparaison avec la strate (20 à 50 000 habitants) dans laquelle se trouvent 4 des 5 communes présentées peut être sujette à caution car elle comporte des communes plus urbaines dont les préoccupations peuvent être de villes centre rurales.

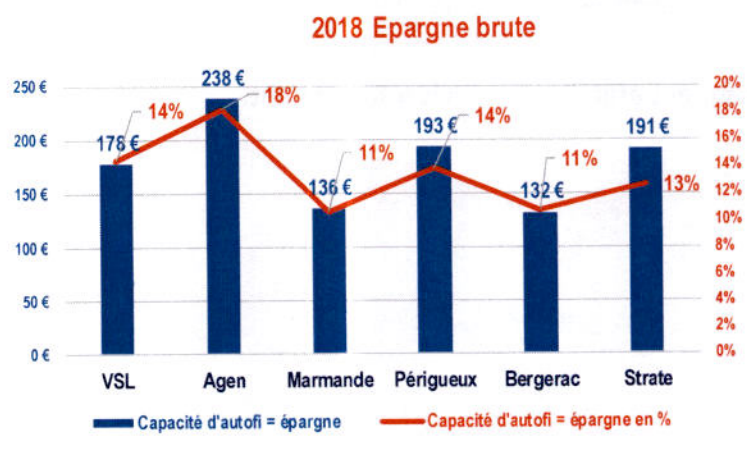
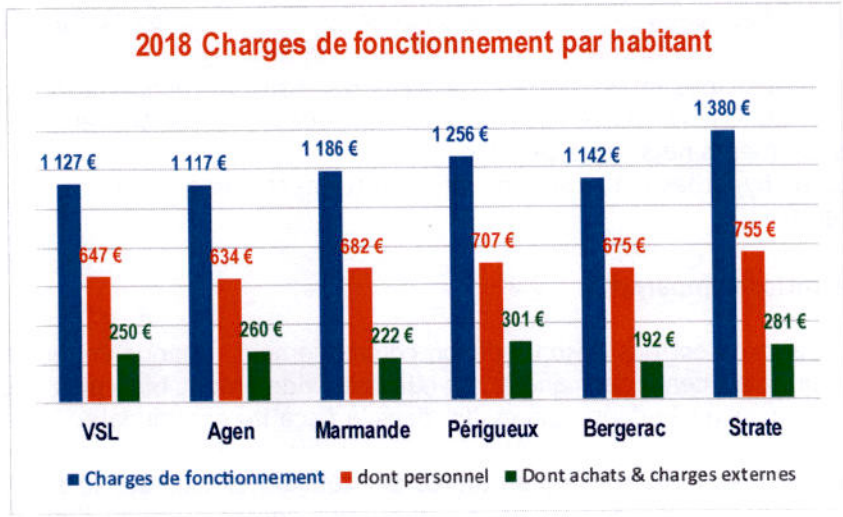
Toutes les données sont rapportées à l'habitant afin d'en relativiser le montant.



Les produits de fonctionnement par habitant sont, nous l'avons vu, liés principalement au produit des impôts et au versement de la DGF. Si la comparaison des taux d'imposition est rationnelle, les dotations de DGF sont anciennes et trouvent leur origine dans la décentralisation du début des années 1980.

Force est de constater que Villeneuve ne fait pas partie des communes les mieux loties. Cependant, l'écart n'est que de 13% par rapport à Périgueux et de 5% par rapport à la moyenne de l'échantillon des 5 communes.

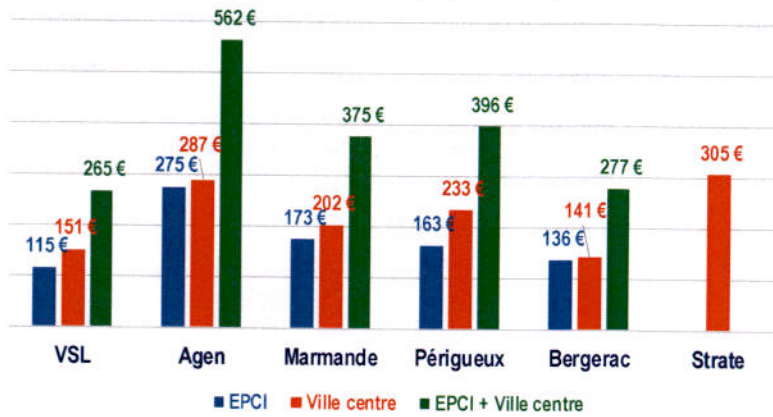
En matière de charges de fonctionnement, Villeneuve est plutôt « raisonnable » par rapport à l'échantillon. Les charges de personnel de VSL sont plutôt en bas de l'échantillon, idem pour les charges externes. Toute la difficulté est de dimensionner les charges et les contenir en fonction de des ressources propres disponibles et de leur évolution prévisible.



S'agissant de l'épargne brute, l'ensemble de l'échantillon est au-dessus des 10% requis. Agen peut investir par autofinancement 238€/habitant alors que Bergerac ne peut investir que 132€. Villeneuve n'est pas mal placée mais ses besoins sont importants. Est-ce également le cas des autres communes ?



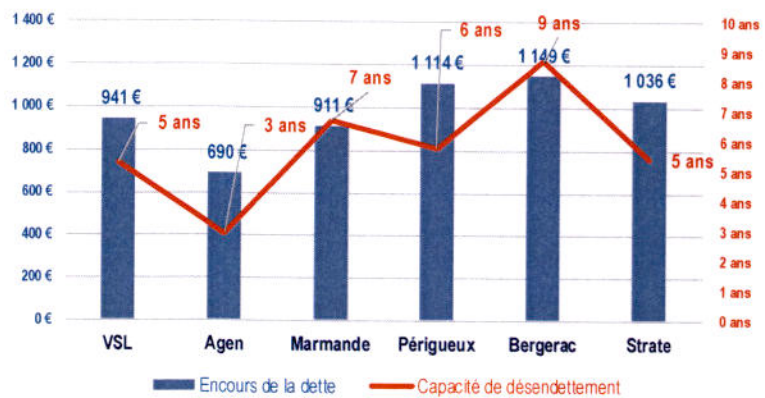
### 2014 - 2018 Dépenses d'équipement par habitant



Les dépenses d'équipement moyennes par habitant (2014 - 2018), sont faibles sur le territoire de Villeneuve-sur-Lot. Les écarts sont importants entre villes. Les intercommunalités (EPCI) ont un rôle d'investisseur important en aménagement du territoire.

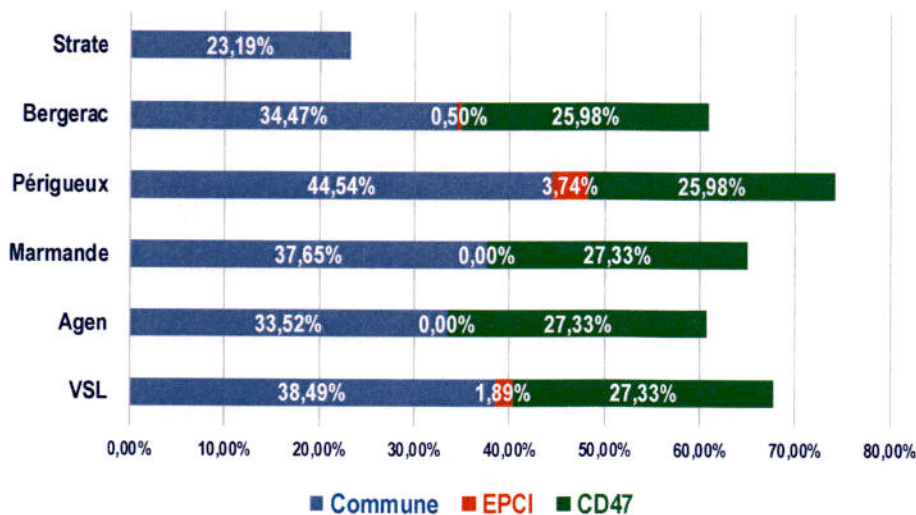
Le niveau d'endettement est à relativiser par rapport à sa capacité à le rembourser. L'endettement par habitant est très proche entre Périgueux et Bergerac mais Périgueux à une capacité plus importante, grâce au volume de son épargne, à rembourser sa dette. Idem entre VSL et Marmande à qui il faut 2 années de plus pour rembourser sa dette.

### 2018 Capacité de désendettement



Dans notre comparatif, Bergerac a la situation la plus tendue, quand bien même elle se situe dans le respect des ratios prudentiels, car son taux d'épargne est à 11% et sa capacité de désendettement de 9 ans.

### 2018 taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties



Seuls les taux de la taxe foncière seront présentés, car la taxe d'habitation est supprimée pour 90% des contribuables de la commune. La proportion est la même au niveau départemental.

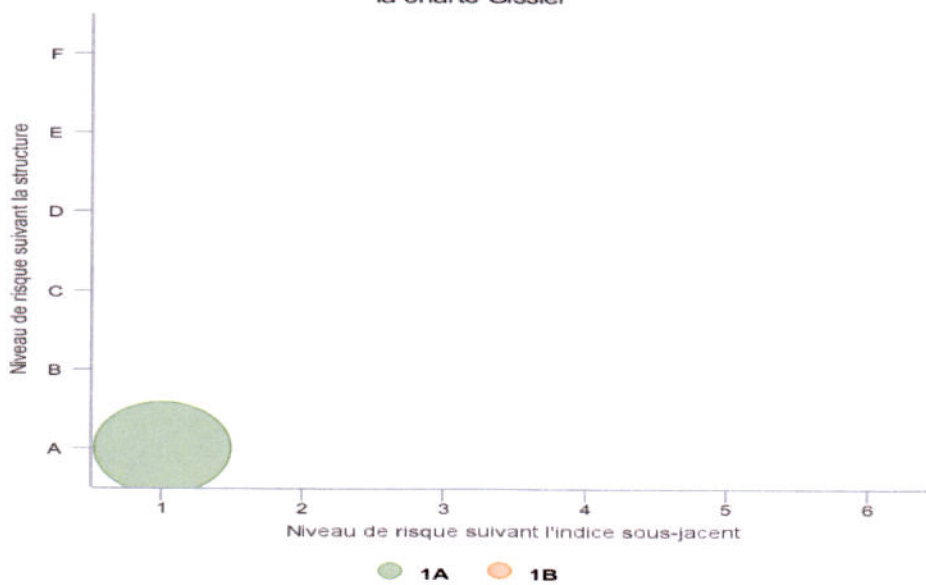
La comparaison repose sur le taux complet, à savoir la part communale, intercommunale et départementale. La part départementale sera cumulée à la part communale en 2021. L'intercommunalité représente peu dans la fiscalité foncière des ménages. Villeneuve-sur-Lot se situe dans la fourchette haute pour la part communale.

Pour le contribuable Villeneuvois qui souhaite se comparer, les écarts consolidés sont de + ou - 10%. Pour aller plus loin, il faudrait comparer le niveau de service offert sur le territoire intercommunal.

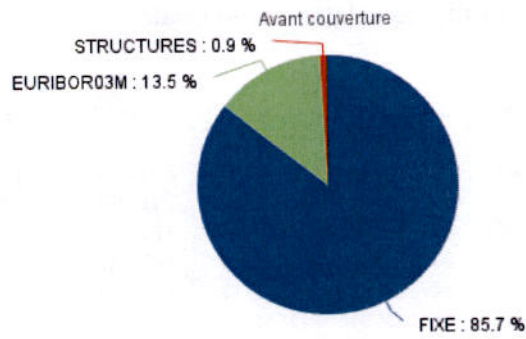
## 1 Annexe : dette communale

| Ex.  | Encours    | Annuité      | Intérêts   | Capital      | Taux  |
|------|------------|--------------|------------|--------------|-------|
| 2020 | 24 480 546 | 3 896 587,01 | 686 592,10 | 3 209 994,91 | 2,79% |
| 2021 | 19 270 551 | 3 647 054,39 | 580 870,31 | 3 066 184,08 | 2,96% |
| 2022 | 16 204 367 | 3 422 556,20 | 483 186,51 | 2 939 369,69 | 2,95% |
| 2023 | 13 264 997 | 2 356 663,53 | 395 348,29 | 1 961 315,24 | 2,93% |
| 2024 | 11 303 682 | 2 232 503,85 | 338 110,80 | 1 894 393,05 | 2,96% |
| 2025 | 9 409 289  | 2 076 094,46 | 283 651,09 | 1 792 443,37 | 3,01% |
| 2026 | 7 616 846  | 1 947 134,36 | 228 552,77 | 1 718 581,59 | 3,01% |
| 2027 | 5 898 264  | 1 935 672,04 | 171 454,62 | 1 764 217,42 | 2,91% |
| 2028 | 4 134 047  | 1 325 858,47 | 112 314,90 | 1 213 543,57 | 2,72% |
| 2029 | 2 920 503  | 717 223,49   | 70 560,41  | 646 663,08   | 2,42% |
| 2030 | 2 273 840  | 521 474,75   | 51 701,42  | 469 773,33   | 2,27% |
| 2031 | 1 804 067  | 381 480,06   | 38 160,73  | 343 319,33   | 2,12% |
| 2032 | 1 460 747  | 228 120,22   | 28 090,51  | 200 029,71   | 1,92% |
| 2033 | 1 260 718  | 225 285,22   | 24 217,39  | 201 067,83   | 1,92% |
| 2034 | 1 059 650  | 222 450,22   | 20 322,73  | 202 127,49   | 1,92% |
| 2035 | 857 522    | 219 615,22   | 16 406,09  | 203 209,13   | 1,91% |
| 2036 | 654 313    | 216 780,24   | 12 467,00  | 204 313,24   | 1,90% |
| 2037 | 450 000    | 158 505,00   | 8 505,00   | 150 000,00   | 1,89% |
| 2038 | 300 000    | 155 670,00   | 5 670,00   | 150 000,00   | 1,89% |
| 2039 | 150 000    | 152 835,00   | 2 835,00   | 150 000,00   | 1,89% |

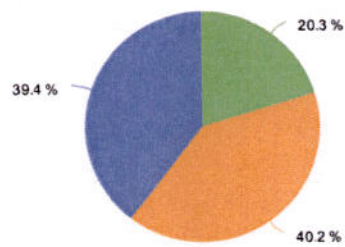
Classification de l'encours au 01/01/2020 en début de journée selon la charte Gissler



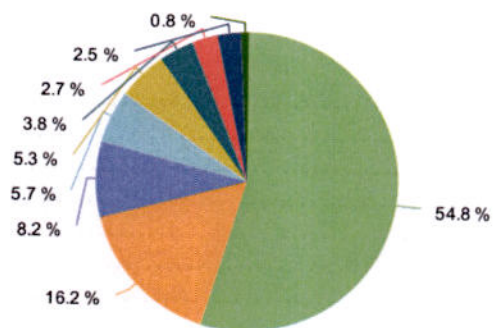
| Catégorie    | Encours au 01/01/2020 | %            |
|--------------|-----------------------|--------------|
| 1-A          | 24 269 243,95         | 99,14%       |
| 1-B          | 211 302,11            | 0,86%        |
| <b>TOTAL</b> | <b>24 480 546,06</b>  | <b>100 %</b> |



| Index      | Nb | Encours au 01/01/2020 |        |                  |        |
|------------|----|-----------------------|--------|------------------|--------|
|            |    | Avant couverture      | %      | Après couverture | %      |
| FIXE       | 15 | 20 969 243,45         | 85,66% | 22 269 243,45    | 90,97% |
| EURIBOR03M | 4  | 3 300 000,50          | 13,48% | 2 000 000,50     | 8,17%  |
| STRUCTURES | 2  | 211 302,11            | 0,86%  | 211 302,11       | 0,86%  |
| TOTAL      | 21 | 24 480 546,06         |        | 24 480 546,06    |        |



| Durée résiduelle | Montant       |
|------------------|---------------|
| < 5 ans          | 4 979 970,94  |
| 5 - 10 ans       | 9 843 954,31  |
| 10 - 20 ans      | 9 656 620,81  |
| TOTAL            | 24 480 546,06 |



| Prêteur                            | % | Montant              |
|------------------------------------|---|----------------------|
| C.L.F./DEXIA                       | - | 54,77 13 407 320,81  |
| Caisse d'Epargne                   | - | 16,24 3 975 832,79   |
| Société Générale                   | - | 8,17 2 000 000,00    |
| Crédit Foncier                     | - | 5,68 1 391 626,35    |
| ARKEA                              | - | 5,31 1 300 000,50    |
| Caisse de Crédit Agricole          | - | 3,76 920 733,25      |
| La Banque Postale                  | - | 2,74 670 692,97      |
| Caisse des Dépôts et Consignations | - | 2,51 614 339,39      |
| Caisse d'Allocations Familiales    | - | 0,82 200 000,00      |
| <b>TOTAL</b>                       |   | <b>24 480 546,06</b> |

## ANNEXE RH

### Table des matières

|  |    |
|--|----|
| I. Structure des effectifs.....                      | 2  |
| Pyramide des âges.....                               | 2  |
| Par Filière .....                                    | 4  |
| Par Catégorie.....                                   | 5  |
| II. Structure de la masse salariale.....             | 5  |
| III. Évolution de la masse salariale 2019/ 2018..... | 6  |
| Avantages en nature.....                             | 7  |
| IV. Évolution des effectifs.....                     | 8  |
| Période 2014 - 2025.....                             | 8  |
| Année 2019.....                                      | 8  |
| Par Direction .....                                  | 9  |
| V. Le temps de travail dans la collectivité.....     | 10 |

### I. Structure des effectifs

Les effectifs de la collectivité au 31 décembre 2019, hors vacataires ( TAP, ouvreuses et contrôleurs du théâtre) et saisonniers BAFA:

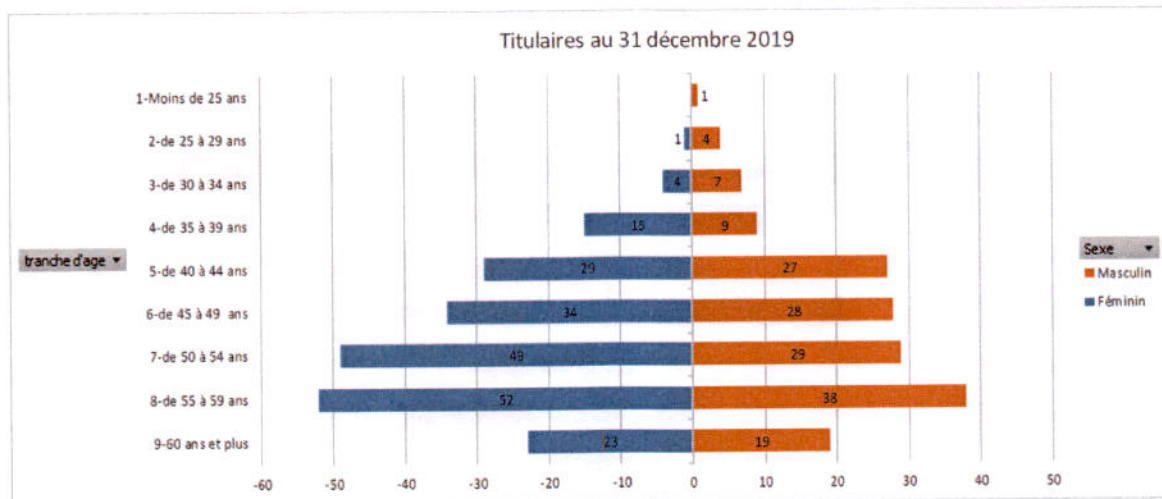
|               | Année 2019 |                                |            | Année 2018 ( rappel) |                                |            |
|---------------|------------|--------------------------------|------------|----------------------|--------------------------------|------------|
|               | Activité   | Congé parental / disponibilité | Total 2019 | Activité             | Congé parental / disponibilité | Total 2018 |
| Titulaires    | 369        | 19                             | 388        | 371                  | 14                             | 385        |
| Contractuels  | 73         |                                | 73         | 59                   |                                | 59         |
| Emplois aidés |            |                                |            | 5                    |                                | 5          |
| <b>Total</b>  | <b>442</b> | <b>19</b>                      | <b>461</b> | <b>435</b>           | <b>14</b>                      | <b>449</b> |

La suite des études portera sur l'ensemble des agents en activité, soit les agents présents au 31 décembre 2019, titulaires ainsi que non titulaires sous contrat (de plus d'un mois).

## Pyramide des âges

### Titulaires

Une



### population de fonctionnaires vieillissante :

L'âge moyen des fonctionnaires en activité est de 50,12 ans. Lors du bilan social réalisé en 2011, l'âge moyen des fonctionnaires présents au 31 décembre était estimé à 45,50 ans.

Près de 57 % des agents ont 50 ans ou plus ( 56 % en 2018).

A titre de comparaison, en 2010 (au 31 décembre), l'Observatoire de la fonction publique territoriale (CNFPT) indiquait pour les Communes de 20 000 à 39 999 habitants que les agents titulaires de - de 30 ans représentaient 6 %, les 50 ans et +, 35 % et les + de 55, 17 %.

Le même organisme au 31 décembre 2014 donne comme chiffres pour les - de 30 ans, 5,8 %, 41,4 % pour les + de 50 ans et 19,5 % pour les + de 55 ans.

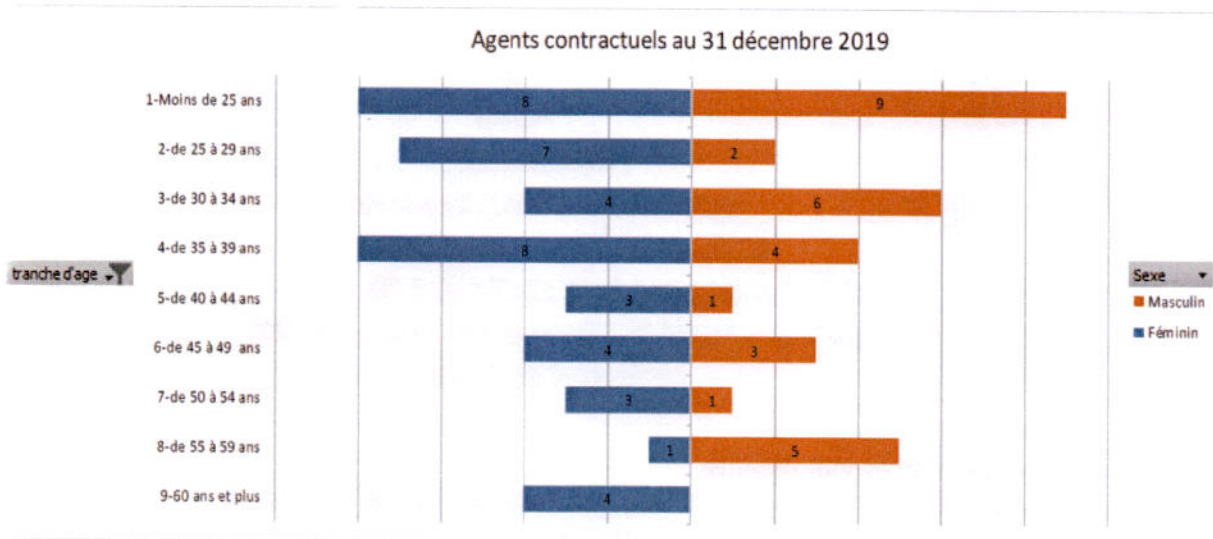
Le Ministère de la Fonction publique dans son rapport 2018 (chiffres 2016) rapporte un âge moyen dans la FPT de 45,2 ans.

### Moyenne d'âge des agents titulaires selon leur affectation

|   | Moyenne âge  | Nombre d'agents |
|---|--------------|-----------------|
| Action Culturelle   | 51,80        | 46              |
| Cabinet   | 45,00        | 1               |
| Communication / Evènementiel / Relations Citoyennes / Secrétariat<br>(Maire, cabinet, élus) / Accueil Standard / Reprographie | 48,91        | 22              |
| DG / Affaires générales   | 51,00        | 20              |
| Enfance Jeunesse  | 42,43        | 14              |
| Réussite éducative  | 50,69        | 118             |
| Sécurité et Tranquillité Publique et Police   | 46,39        | 33              |
| Services Techniques   | 51,24        | 80              |
| Sport et Vie Associative  | 50,49        | 35              |
| <b>Global collectivité</b>  | <b>50,13</b> | <b>369</b>      |

## Agents contractuels

La moyenne d'âge est de 37 ans.



### Par Filière

Plus de la moitié des agents relèvent de la filière technique :

| Filière                  | Contractuel | Titulaire  | Total général |
|--------------------------|-------------|------------|---------------|
| Administrative           | 7           | 82         | 89            |
| Animation                | 12          | 31         | 43            |
| Collaborateur de cabinet | 1           |            | 1             |
| Culturelle               | 5           | 9          | 14            |
| Emplois fonctionnels     |             | 1          | 1             |
| Médico-Sociale           |             | 16         | 16            |
| Police municipale        |             | 15         | 15            |
| Sportive                 |             | 7          | 7             |
| Technique                | 48          | 208        | 253           |
| <b>Total général</b>     | <b>73</b>   | <b>369</b> | <b>442</b>    |

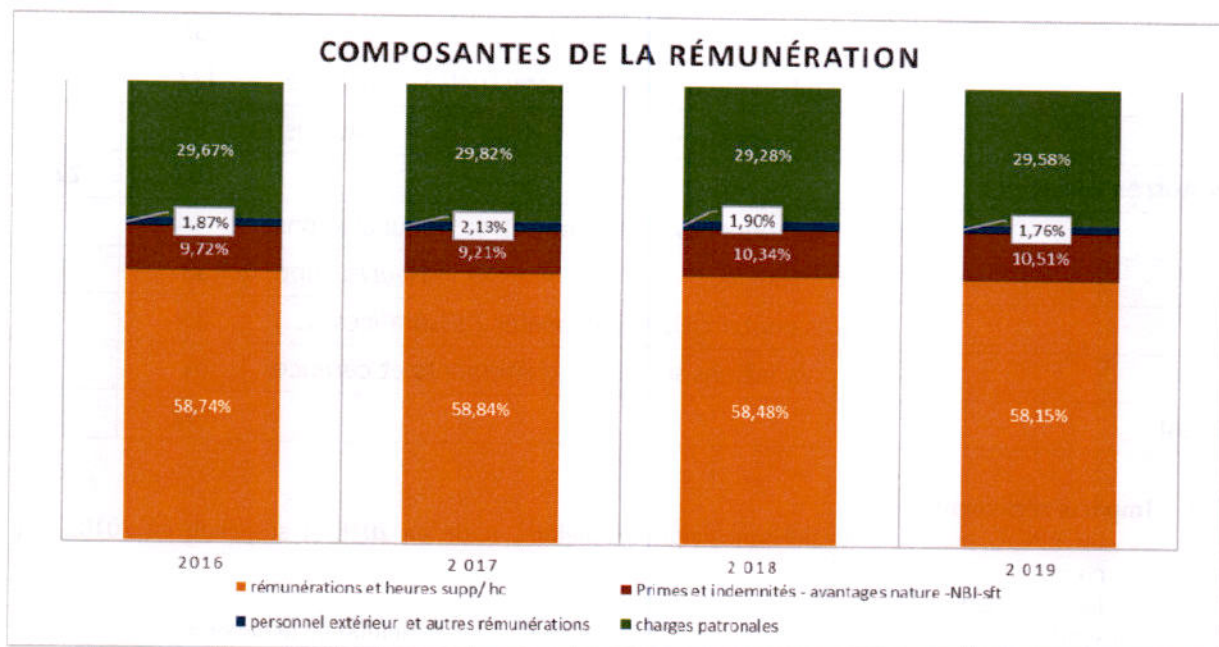
### Par Catégorie

|                        | Contractuel | Titulaire  | Total général | %   |
|------------------------|-------------|------------|---------------|-----|
| Catégorie A            | 4           | 16         | 20            | 5%  |
| Catégorie B            | 3           | 39         | 42            | 10% |
| Catégorie C            | 65          | 314        | 379           | 86% |
| Emplois hors catégorie | 1           |            | 1             | 0%  |
| <b>Total général</b>   | <b>73</b>   | <b>369</b> | <b>442</b>    |     |



## II. Structure de la masse salariale

| Nombre d'agents au 31 dec                     | 499               | 449               | 435               | 442               |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | 2016              | 2017              | 2018              | 2019              |
| Rémunération indiciaire titulaires et non tit | 9 365 679         | 8 649 882         | 8 743 446         | 9 139 537         |
| Rémunération emplois aidés                    | 644 753           | 671 088           | 266 638           | 51965             |
| NBI   | 104 915           | 98 000            | 100 579           | 103 724           |
| Sft   | 125 021           | 115 640           | 104 829           | 109 659           |
| Primes et indemnités                          | 1 386 176         | 1 219 667         | 1 341 945         | 1 409 806         |
| Heures supplémentaires / Heures compl         | 60 061            | 110 234           | 35 987            | 72 377            |
| Avantages en nature                           | 49 745            | 43 087            | 52 119            | 51 584            |
| Personnel extérieur et autres rémunérations   | 320 909           | 341 641           | 293 904           | 280 024           |
| Charges patronales                            | 5 086 759         | 4 779 797         | 4 529 399         | 4 711 741         |
| <b>Total</b>                                  | <b>17 144 018</b> | <b>16 029 036</b> | <b>15 468 846</b> | <b>15 930 417</b> |



### III. Évolution de la masse salariale 2019/ 2018

| Contribution à l'augmentation de la masse salariale                                  | En K€      | En %       |
|--|------------|------------|
| <b>1. Impacts réglementaires</b>   | <b>219</b> | <b>45%</b> |
| PPCR (*)   | 53         |            |
| Avancements d'échelon ( yc effet année pleine des avancements de l'année 2018)       | 166        |            |
| <b>2. Politique de la ville</b>  | <b>107</b> | <b>22%</b> |
| Promotions et avancements de grade ( yc effet année pleine des evts de l'année 2018) | 53         |            |
| Augmentation de régime indemnitaire et NBI ( yc effet année pleine)                  | 54         |            |
| <b>3. Variation effectifs</b>  | <b>49</b>  | <b>10%</b> |
| Retraites et départs non remplacés   | -122       |            |
| Nouveaux postes  | 62         |            |
| Remplacements sur retraites et départs   | -36        |            |
| Embauche d'agents contractuels sur maladie   | 127        |            |
| Autres   | 18         |            |
| <b>4. Autres variations</b>  | <b>107</b> | <b>22%</b> |
| Personnel extérieur et autres rémunérations  | -14        |            |
| Heures Supp  | 33         |            |
| Autres contributions patronales ( assurances, ...)                                   | 36         |            |
| Variations sur demi- traitements et carence  | 52         |            |
| <b>Total</b>   | <b>482</b> |            |

- **Impacts réglementaires**
  - Le PPCR, protocole revalorisant certains échelons, initié en 2016 et suspendu en 2018, doit se poursuivre jusqu'en 2021.
  - Les avancements d'échelon sont automatiques

L'ensemble de ces mesures pèse pour près de la moitié de l'augmentation de la masse salariale.
- **Variation effectifs**  
cf. plus bas « Évolution des effectifs »
- **Autres variations**  
Absentéisme

- Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution du nombre de jours d'absence dues à des maladies, accidents du travail et maternité (selon le périmètre Ville 2019, afin de neutraliser les effets des mutualisations).

| <i>Nombre de jours d'absence</i> | <i>2016</i>   | <i>2017</i>   | <i>2018</i>   | <i>2019</i>   |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Absences pour maternité          | 795           | 605           | 138           | 1 057         |
| Accidents du travail             | 2 697         | 1 188         | 1 476         | 1 731         |
| Congés maladie                   | 11 287        | 12 773        | 12 885        | 14 859        |
| <b>Total</b>                     | <b>14 779</b> | <b>14 566</b> | <b>14 499</b> | <b>17 647</b> |

Globalement stable entre 2016 et 2018, le nombre de jours d'absence a augmenté de 3148 jours entre 2018 et 2019 (+22%). C'est notamment le cas dans les services de la réussite éducative, où des agents contractuels ont été recrutés pour pallier les absences longues.

- Les demi-traitements liés à la maladie ont eu un impact de **- 210 k€** sur le budget (contre -267k€ en 2018). La diminution de l'impact net des demi-traitements est due pour partie à des rappels de traitement pour des agents dont l'absence « maladie ordinaire » a été requalifiée en absence pour longue maladie.

#### **Heures supplémentaires / complémentaires**

Les élections européennes (17,5 k€), ainsi que la tenue du salon du livre (12,5 k€) ont eu un coût en heures supplémentaires de + 30 k€

#### **Avantages en nature**

|              | <i>2019</i>      |                | <i>Rappel 2018</i> |                |
|--------------|------------------|----------------|--------------------|----------------|
|              | <i>Nb agents</i> | <i>Montant</i> | <i>Nb agents</i>   | <i>Montant</i> |
| Logement     | 4                | 9 482          | 5                  | 11 005         |
| Nourriture   | 88               | 27 344         | 87                 | 28 369         |
| Téléphones   | 39               | 9 206          | 44                 | 9 649          |
| Véhicule     | 40               | 7 159          | 1                  | 1 956          |
| Vêtements    |                  |                | 6                  | 1 140          |
| <b>Total</b> |                  | <b>53 191</b>  |                    | <b>52 119</b>  |

## IV. Évolution des effectifs

Période 2014 - 2025

|                              |            | EVOLUTION DES EFFECTIFS |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
|------------------------------|------------|-------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| VSL - effectif au 31/12      | 2014       | 2015                    | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       |
| Titulaires                   | 420        | 415                     | 416        | 379        | 371        | 369        | 374        | 370        | 367        | 360        | 354        | 350        |
| Non titulaires               | 59         | 50                      | 42         | 36         | 59         | 73         | 61         | 59         | 61         | 65         | 68         | 72         |
| Emploi aidés                 | 23         | 33                      | 41         | 34         | 5          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          |
| <b>Total</b>                 | <b>502</b> | <b>498</b>              | <b>499</b> | <b>449</b> | <b>435</b> | <b>442</b> | <b>435</b> | <b>429</b> | <b>428</b> | <b>425</b> | <b>422</b> | <b>422</b> |
| Variation                    | 0          | -4                      | 1          | -50        | -14        | 7          | -7         | -6         | -1         | -3         | -3         | 0          |
| Service commun CAGV          |            |                         |            | -24        | -5         |            |            |            |            |            |            |            |
| Variation hors mutation CAGV |            | -4                      | 1          | -26        | -9         | 7          | -7         | -6         | -1         | -3         | -3         | 0          |

Depuis 2014, hors mutualisation, et jusqu'en 2018, la Mairie a connu une baisse importante de ses effectifs ( - 38 ). L'année 2019 montre une augmentation des effectifs, en raison notamment des recrutements nécessaires pour pallier les absences longues (+5 contractuels). Le non remplacement de 13 départs en retraite ( 53 prévus) sur la période 2020-2025 participe à la baisse des effectifs sur ces années. Cependant, le non remplacement d'agents devient plus compliqué à mettre en œuvre sur une population plus réduite.

Cette évolution s'accompagne d'une politique de l'emploi priorisant les reclassements et la mobilité interne. Un plan de stagiairisation pluriannuelle permet également de mettre un terme à la précarité des agents présents depuis plusieurs années.

### Année 2019

- **Fin du dispositif des emplois aidés**

Sur les 5 emplois aidés en place fin 2018 :

- 2 d'entre eux ont été maintenus dans la collectivité en tant que contractuels de droit public,
- 2 ont quitté la collectivité, ont été remplacés par des contractuels de droit public,
- 1 est désormais stagiaire, suite à sa réussite à un concours d'entrée dans la fonction publique territoriale.

L'ensemble de ces transformations a eu un impact de +7,6 k€ sur le budget de l'année.

- **Stagiairisations**

9 agents contractuels sont devenus stagiaires à la Ville, soit :

- 7 dans le cadre d'un plan de stagiairisation,
- 1 suite à réussite à un concours,
- 1 par mutation,

( impact global sur le budget 2019 + 14 k€)

- **4 agents retraités ou décédés n'ont pas été remplacés.**
- **2 postes ont été créés :** le poste de directeur de centre de loisirs, ainsi qu'un poste de policier.

## Par Direction

|  | agents<br>rémunérés<br>fin<br>2018 | agents<br>rémunérés<br>fin<br>2019 | prévision<br>fin 2020 | points essentiels   |
|--|------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|---|
| Action Culturelle  | 53                                 | 56                                 | 55                    | 2019 : reclassement de 2 agents - remplacement d'un agent en longue maladie - 2020 : un départ en retraite remplacé, fin contrat agent remplacé par anticipation  |
| Cabinet  | 2                                  | 2                                  | 2                     |   |
| Communication / Evènementiel / Relations Citoyennes / Secrétariat (Maire, cabinet, élus) / Accueil Standard / Reprographie | 23                                 | 25                                 | 23                    | 2019 : remplacements maladies - 2020 : deux départs non remplacés   |
| DG / Affaires générales  | 25                                 | 22                                 | 23                    | 2019 : décès et retraite non remplacés en 2019, mobilité vers ST - 2020 : recrutement suite à décès 2019  |
| Enfance Jeunesse   | 22                                 | 22                                 | 22                    |   |
| Réussite éducative   | 150                                | 150                                | 149                   | 2019 : 1 départ en retraite non remplacé, 3 départs en fin d'année à remplacer en 2020, 4 agents contractuels de plus / 2018 pour des absences longues, dont 2 mi-temps - 2020 : remplacement de départs 2019, variation du nombre de remplaçants |
| Sécurité et Tranquillité Publique et Police  | 32                                 | 33                                 | 33                    | 2019 : 1 création de poste - 2020 : un départ non remplacé; un remplacement pour longue maladie   |
| Services Techniques  | 86                                 | 92                                 | 88                    | 2019 : mobilité, recrutement sur dispo 2018, recrutement retraite par anticipation, emplois saisonniers- 2020 : une mobilité non remplacée, une retraite remplacée par anticipation en 2019, un remplacement sur longue maladie                   |
| Sport et Vie Associative   | 42                                 | 40                                 | 40                    | 2019 : 2 mobilités non remplacées;  |
| <b>total</b>   | <b>435</b>                         | <b>442</b>                         | <b>435</b>            |   |

### V. Le temps de travail dans la collectivité

Le temps de travail dans la collectivité est conforme au protocole d'accord.

Le temps de travail dans la collectivité est basé sur 1 586 heures (en raison de 3 jours de congés supplémentaires). L'octroi de 3 jours de faveurs, à l'occasion de ponts, porte le temps de travail effectif à 1 565 heures.

**Le Conseil Municipal prend acte, après débat, de la présentation du rapport sur les orientations budgétaires 2020.**

### **AFFAIRE N°3 : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019 DU BUDGET PRINCIPAL**

En adoptant le Compte Administratif de l'exercice 2019, notre assemblée vient d'arrêter les comptes relatifs à cet exercice. La balance de ces comptes fait apparaître les soldes suivants :

| VSL 2019       | Dépense              | Recette              | Solde             |
|----------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| Fonctionnement | 27 086 950,51        | 29 300 808,85        | 2 213 858,34      |
| Investissement | 15 386 216,47        | 13 438 515,98        | -1 947 700,49     |
| <b>Total</b>   | <b>42 473 166,98</b> | <b>42 739 324,83</b> | <b>266 157,85</b> |

Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser :

- en dépense pour un montant de 1 867 272,30 €,
- en recette pour un montant de 2 074 291,00 €.

Conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 14, le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal, soit en report à nouveau pour incorporer une partie de ce résultat dans la section de fonctionnement, soit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement. Dans tous les cas, cette affectation doit permettre de couvrir le solde d'exécution de la section d'investissement.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 28 / Contre : 0 / Abstentions : 1  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'affecter la totalité du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2019 soit 2 213 858,34 € en réserve, afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement, compte tenu des restes à réaliser ;

**ARTICLE 2 :** de dire que cette décision d'affectation se traduit par l'inscription, au Budget Primitif de l'exercice 2020 :

- d'une recette d'investissement au compte 1068 « excédent de Fonctionnement capitalisé » : 2 213 858,34 €,
- d'une dépense d'investissement au compte 001 «solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 1 947 700,49 €.

## AFFAIRE N° 4 : BUDGET PRIMITIF 2020

### Synthèse

*Au moment de la rédaction de ce document, le déconfinement est effectif avec le maintien de quelques mesures barrières qui restent un frein à la reprise de l'activité pleine et entière de certains services municipaux. L'impact de la crise sanitaire sur le budget des communes qui ne sont pas ou peu touristiques et dont la fiscalité repose sur les ménages est moindre que pour les intercommunalités dont les ressources sont assises sur l'activité des entreprises.*

*Toutefois, quand bien même le produit des services représente une part marginale des recettes de fonctionnement, les mesures prises par les municipalités pour soutenir le tissu économique et en particulier le commerce ont des effets significatifs sur le niveau d'épargne.*

*La fermeture des services municipaux en raison de la crise, réduit les droits d'entrée au-delà des économies que l'on peut réaliser avec cette baisse d'activité. Le solde net représente une charge de -573 K€ sur le budget de fonctionnement soit 2% des recettes totales.*

*Les hypothèses sur lesquelles ont été construites ce budget reposent sur un « retour à la normal » des services en septembre, sans reprise de la pandémie, sans nouveau confinement.*

*Les effets de la crise sanitaire, conjugués à l'augmentation de la masse salariale affectent significativement l'épargne brute qui se réduit de -823 K€ soit 3,1 M€ ce qui porte le taux d'épargne brute à 10,9%.*

| Impacts crise sanitaire (en K€) |             |
|---------------------------------|-------------|
| Crédits de gestion              | -310        |
| Fournitures COVID               | 200         |
| RH (prime & ménage)             | 80          |
| <b>Solde dépenses</b>           | <b>-30</b>  |
| <b>Produits de services</b>     | <b>-457</b> |
| Droits de place                 | -67         |
| Droit de mutation               | -79         |
| <b>Solde recettes</b>           | <b>-603</b> |
| <b>Solde net</b>                | <b>-573</b> |

Le volume des investissements programmés permet à hauteur de 8 M€ d'honorer les dernières dépenses liées au projet du mandat et de réaliser le Plan Annuel d'Investissement (PAI) pour 4 M€. Les investissements nets à financer, déduction faites des subventions attendues, représentent 4 M€. L'appel à l'emprunt sera donc modéré. La capacité de désendettement devra se situer au minimum à 8 années ce qui est bien en dessous du seuil critique des 10 années.

| VSL<br>En K€                                    | CA<br>2014      | CA<br>2015      | CA<br>2016     | CA<br>2017     | CA<br>2018     | CA<br>2019     | BP<br>2020     |
|---|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| +Recettes de gestion                            | 31 040          | 31 116          | 30 306         | 29 208         | 29 062         | 29 287         | 28 783         |
| - Dépenses de gestion                           | 26 843          | 27 025          | 26 275         | 24 876         | 24 254         | 24 596         | 24 861         |
| - Frais financiers                              | 1 289           | 1 088           | 1 041          | 936            | 844            | 760            | 797            |
| <b>= Epargne brute</b>                          | <b>2 908</b>    | <b>3 003</b>    | <b>2 990</b>   | <b>3 395</b>   | <b>3 964</b>   | <b>3 931</b>   | <b>3 125</b>   |
| <b>Taux d'épargne brute</b>                     | <b>9,4%</b>     | <b>9,7%</b>     | <b>9,9%</b>    | <b>11,6%</b>   | <b>13,6%</b>   | <b>13,4%</b>   | <b>10,9%</b>   |
| Excédent N-1                                    | 211             | 2 455           | 4 025          | 3 917          | 1 277          | 1 279          | 266            |
| Dépenses PPI & PAI                              | 3 589           | 3 825           | 2 644          | 3 144          | 4 955          | 9 323          | 8 032          |
| recours de dette au 31/12                       | 29 615          | 30 111          | 27 493         | 24 930         | 22 153         | 24 481         | 25 151         |
| <b>incours dette au 31/12<br/>épargne brute</b> | <b>10,2 ans</b> | <b>10,0 ans</b> | <b>9,2 ans</b> | <b>7,3 ans</b> | <b>5,6 ans</b> | <b>6,2 ans</b> | <b>8,0 ans</b> |

#### Sommaire :

- 1 - Les impacts financiers de la crise sanitaire
  - Sur les recettes :
    - Mesures décidées par la commune pour aider les entreprises
    - Baisse de recettes liées à la fermeture des services municipaux
  - Sur les dépenses :
    - Impacts de la pandémie sur la fermeture des services
    - Dépenses nouvelles liées à la pandémie
- 2 - Les écarts constatés entre le compte administratif 2019 et le budget primitif 2020
- 3 - Le plan d'investissement
- 4 - Les ratios de pilotage

#### 1 - Les impacts financiers de la crise sanitaire

La crise sanitaire a eu pour corollaire de provoquer un confinement. La fermeture des services public a eu un effet sur les droits perçus.

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT |  | CA 2019   | BP 2020   | Impact Covid      |
|----------------------------|--|-----------|-----------|-------------------|
| 7062                       | BIBLIOTHEQUE DROIT D ENTREE            | 8 561 €   | 4 500 €   | -4 061 €          |
| 7062                       | CENTRE CULTUREL PASS CULTURE           | 24 680 €  | 14 500 €  | -10 180 €         |
| 7062                       | CENTRE CULTUREL BILLETTERIE THEATRE    | 3 827 €   | 0 €       | -3 827 €          |
| 7062                       | CENTRE CULTUREL BILLETTERIE            | 3 399 €   | 2 500 €   | -899 €            |
| 7088                       | MUSEE VENTES CATALOGUES ET PRODUITS    | 8 463 €   | 3 000 €   | -5 463 €          |
| 7062                       | THEATRE DROITS D ENTREE                | 205 382 € | 163 000 € | -42 382 €         |
| 7062                       | ENCAISSEMENT FESTIVAL DU RIRE          | 26 419 €  |           | -26 419 €         |
| 70688                      | THEATRE LOCATION THEATRE               | 7 890 €   | 1 500 €   | -6 390 €          |
| 7062                       | THEATRE ENCAISSEMENT SPECTACLES DIVERS | 5 728 €   | 1 000 €   | -4 728 €          |
| 7067                       | REDEV.SERV.PERI-SCOLAIRES              | 84 880 €  | 65 000 €  | -19 880 €         |
| 7473                       | CENTRE LOISIRS PART MSA                | 4 836 €   | 1 000 €   | -3 836 €          |
| 7478                       | SUBV CAF ET DDCSPP ETES JEUNES         | 11 083 €  |           | -11 083 €         |
| 7067                       | CANTINES SCOLAIRES                     | 428 328 € | 300 000 € | -128 328 €        |
| 70632                      | PARTICIPATION FAMILLES PERISCOLAIRES   | 71 551 €  | 40 000 €  | -31 551 €         |
| 7588                       | SERVICE MINIMUM ACCUEIL ECOLES         | 8 891 €   | 5 000 €   | -3 891 €          |
| 70383                      | REDEVANCE DE STATIONNEMENT             | 177 782 € | 130 000 € | -47 782 €         |
| 70384                      | FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT          | 54 090 €  | 30 000 €  | -24 090 €         |
| 7336                       | DROITS DE PLACE COMMERCES              | 67 522 €  | 1 000 €   | -66 522 €         |
| 70688                      | LOCATION SALLES MUNICIPALES            | 19 450 €  | 5 000 €   | -14 450 €         |
| 70688                      | LOCATION PARC DES EXPOSITIONS          | 10 966 €  | 2 000 €   | -8 966 €          |
| 74751                      | PART CAGV ANIMATIONS COMMERCIALES      | 9 000 €   |           | -9 000 €          |
| 70631                      | REDEVANCES EQUIPEMENTS SPORTIFS        | 15 964 €  | 7 600 €   | -8 364 €          |
| 70632                      | REDEVANCE BASE DE LOISIRS ROGE         | 3 201 €   | 0 €       | -3 201 €          |
| 70631                      | REDEVANCES ECOLE MUNICIPALE SPORTS     | 2 550 €   |           | -2 550 €          |
| 7473                       | SUBV EQUIPEMENTS SPORT COLLEGES PUBL   | 35 172 €  | 26 400 €  | -8 772 €          |
| 7478                       | SPORTS SUBV DDJS ET CAF                | 1 126 €   |           | -1 126 €          |
| 7381                       | DROITS DE MUTATION                     | 742 897 € | 663 632 € | -79 265 €         |
| 752                        | REVENUS DES IMMEUBLES                  | 52 783 €  | 48 000 €  | -14 783 €         |
| 752                        | LOYER USINES RELAIS                    | 20 938 €  | 10 000 €  | -10 938 €         |
| <b>Total</b>               |  |           |           | <b>-602 725 €</b> |

Les services culturels, de par leur fermeture ont réduit leurs recettes de 104 K€, qui ne pourront être rattrapées sur le reste de l'année.

La cantine scolaire reprend progressivement. Nous considérons que l'ensemble des effectifs scolaires seront présents à la rentrée dans les écoles et ALSH.

Concernant les droits de stationnement, ils n'ont pas été appliqués par la commune pendant le confinement et les droits de places seront gratuits sur l'ensemble de l'année pour favoriser le commerce.

La mise à disposition des salles et équipements sportifs n'a pu être effective.

S'agissant des droits de mutation, la prévision repose sur une estimation de baisse nationale de -10%.

Certains loyers n'ont pas été appliqués durant la période de confinement.



| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT                   | CA 2019   | BP 2020   | Impact Covid     |
|--|-----------|-----------|------------------|
| SPECTACLES ÉTÉ                               | 106 981 € | 90 000 €  | -16 981 €        |
| COMMUNICATION CATALOGUES ET IMPRIMÉS         | 42 486 €  | 30 000 €  | -12 486 €        |
| COMMUNICATION CATALOGUE ET IMPRIME CULTURE   | 28 818 €  | 20 500 €  | -8 318 €         |
| COMMUNICATION FRAIS CREATION CULTURE         | 14 907 €  | 10 000 €  | -4 907 €         |
| COPIEURS                                     | 44 336 €  | 33 000 €  | -11 336 €        |
| RECEPTIONS                                   | 5 074 €   | 2 300 €   | -2 774 €         |
| ANIMATIONS                                   | 36 618 €  | 31 309 €  | -5 309 €         |
| THEATRE INTERVENANTS EXTERIEURS              | 342 400 € | 275 000 € | -67 400 €        |
| THEATRE REVERSEMENT FESTIVAL DU RIRE         | 24 633 €  | 0 €       | -24 633 €        |
| THEATRE RECEPTIONS                           | 52 707 €  | 40 500 €  | -12 207 €        |
| THEATRE DROITS SACEM                         | 36 306 €  | 29 500 €  | -6 806 €         |
| CENTRE CULTUREL INTERVENANTS EXTERIEURS      | 70 459 €  | 53 000 €  | -17 459 €        |
| ACTIVITES ETES JEUNES                        | 25 819 €  | 0 €       | -25 819 €        |
| INSERTIONS MARCHES PUBLICS                   | 15 552 €  | 12 000 €  | -3 552 €         |
| DEPLACEMENTS LIES A FORMATION                | 9 560 €   | 5 000 €   | -4 560 €         |
| REMUNERATION PRINCIPALE Prime Covid & ménage | 0 €       | 80 000 €  | 80 000 €         |
| ALIMENTATION                                 | 408 780 € | 335 000 € | -73 780 €        |
| TAP PRESTATIONS EXTERIEURES                  | 49 416 €  | 38 000 €  | -11 416 €        |
| COVID 19 - FOURNITURES DIVERSES              | 0 €       | 200 000 € | 200 000 €        |
| <b>Total dépenses</b>                        |           |           | <b>-29 742 €</b> |

L'atténuation des dépenses liées au confinement est modeste comparée à la perte des recettes. En effet, la masse salariale, principale dépense n'a pas été réduite.

Le choix qui a été fait est de maintenir des crédits pour poursuivre une activité normale au sortir du confinement plutôt que d'opérer des réductions drastiques pour amortir la perte de recettes.

Au final, 310 K€ ont été réduits mais les dépenses nouvelles liées au Covid représentent 280 K€ (masques, virucides, prime...) ce qui porte le solde à -30 K€.

Le solde net de la crise sanitaire est estimée à ce jour, dans l'hypothèse d'une fin de pandémie en septembre, à -573 K€.

## 2 - Les écarts constatés entre le compte administratif 2019 et le budget primitif 2020

### L'épargne brute

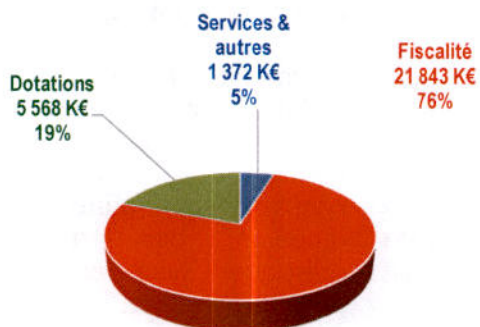
L'impact Covid sur les comptes de la commune complexifie la comparaison d'un exercice à l'autre. Le différentiel entre les recettes et les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire l'épargne brute, corrigée de l'impact lié au Covid permet d'en appréhender l'évolution. Hors pandémie, l'épargne brute eut été de 3,7M€ soit un différentiel de -233 K€ par rapport à l'épargne de 2019.

Les soldes intermédiaires de gestion permettent d'appréhender la constitution de l'épargne en distinguant l'évolution des masses budgétaires par nature.

## Les recettes courantes de fonctionnement

### VSL recettes de fonctionnement 2020

28,8M€ soit -1,7% (-504 K)



Les recettes de fonctionnement sont composées au ¾ de fiscalité, essentiellement de taxe foncière depuis la suppression de la taxe d'habitation.

La part que représentent les dotations et subventions de fonctionnement est de 19%.

Alors que le produit des services ne représente que 5%, nous avons vu qu'un arrêt ponctuel des services participe rapidement au déséquilibre des comptes de la commune.

Les recettes sont en baisse de -1,7% soit - 504 K€.

| COMPTES                                    | Les montants sont exprimés en K€ |          |          |           |           |             | BP 2020  |          | BP 2020 Net | % Var. BP20/CA19 | Var. |
|--|----------------------------------|----------|----------|-----------|-----------|-------------|----------|----------|-------------|------------------|------|
|  | CA14 Net                         | CA15 Net | CA16 Net | CA 17 Net | CA 18 Net | CA 2019 Net | Dépenses | Recettes |             |                  |      |
| + 70 Vente de produits                     | 1 092                            | 1 267    | 1 062    | 1 217     | 1 512     | 1 462       |          | 1 050    | 1 050       | -28,2%           | -412 |
| + 73 Impôts & taxes                        | 22 236                           | 22 716   | 22 658   | 21 602    | 21 476    | 21 656      | 55       | 21 843   | 21 788      | 0,6%             | 132  |
| + 74 Dotations & subventions               | 7 184                            | 6 520    | 5 917    | 5 803     | 5 528     | 5 624       |          | 5 568    | 5 568       | -1,0%            | -56  |
| + 75 & 77 Produits de gestion courante     | 179                              | 211      | 232      | 186       | 264       | 298         |          | 206      | 206         | -31,0%           | -92  |
| = Recettes courantes de fonctionnement (A) | 30 691                           | 30 714   | 29 869   | 28 808    | 28 780    | 29 040      | 55       | 28 667   | 28 612      | -1,5%            | -428 |

### Compte 70 : vente de produits -412 K€ soit -28%

Le produit des services représente 5% du total des recettes. Nous l'avons vu, il s'agit du chapitre le plus fortement impacté par la crise sanitaire. Il comporte les droits d'entrée (théâtre, droits de stationnement, centres de loisirs, concessions cimetières...), la vente de repas (cantines scolaires, CCAS).

Ces produits sont généralement stables d'un exercice à l'autre, car il n'est pas prévu d'augmentation de tarifs en 2020.

### Compte 73 : impôts & taxes +132 K€ soit +0,6%

| Chapitre 73 en K€                             | 2019          | 2020          | Var        |
|---|---------------|---------------|------------|
| TAXES FONCIERES                               | 17 333        | 17 508        | 175        |
| AT TRIBUTION DE COMPENSATION CAGV             | 2 512         | 2 617         | 105        |
| FPIC : FONDS PEREQUATION COMMUNALE ET INTERCO | 339           | 330           | -9         |
| TAXES SUR L'ELECTRICITE                       | 488           | 490           | 2          |
| TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXT              | 214           | 215           | 1          |
| DROITS DE MUTATION                            | 743           | 664           | -79        |
| FNGIR FOND NATIONAL GARANTIE INDIVRESSOURCES  | 4             | 4             | 0          |
| DROITS DE PLACE COMMERCES                     | 68            | 5             | -63        |
| DROITS DE PLACES FORAINS                      | 10            | 9             | -1         |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>21 711</b> | <b>21 843</b> | <b>132</b> |

Dans ce chapitre, la fiscalité des ménages représente 80 % du compte et 75 % des recettes globales de fonctionnement.

A hauteur de 17,5 M€, avec une revalorisation annuelle des bases de +0,9%, la fiscalité des ménages produit +175 K€ de recettes supplémentaires.

L'attribution de compensation que verse la CAGV est impactée par l'évolution de la répartition du coût des services mutualisés. Les droits de mutation et les droits de place, non l'avons vu, sont prévus en baisse. Les autres taxes ont été estimées à hauteur de celles perçues en 2019 car elles devraient être relativement stables.

### Le compte 74 : dotations et subventions -56 K€ soit -1%

| Chapitre 74 en K€                 | 2019         | 2020         | Var.       |
|-----------------------------------|--------------|--------------|------------|
| DOTATION GLOBALE E FONCTIONNEMENT | 2 509        | 2 450        | -58        |
| DOTATION SOLIDARITE URBAINE       | 921          | 966          | 46         |
| DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION | 545          | 539          | -5         |
| ETAT : COMPENSATION TAXE FONCIERE | 130          | 130          | 0          |
| ETAT : COMPENSATION T.H           | 1 002        | 1 000        | -2         |
| ETAT DIVERS                       | 143          | 166          | 23         |
| REGION                            | 35           | 13           | -22        |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL             | 62           | 46           | -16        |
| CAGV & COMMUNES                   | 20           | 10           | -10        |
| CAF                               | 258          | 246          | -12        |
| <b>Total</b>                      | <b>5 624</b> | <b>5 568</b> | <b>-56</b> |

Dans ce chapitre, sont comptabilisées principalement les dotations d'Etat.

On peut noter une légère baisse de DGF et une faible hausse de DSU.

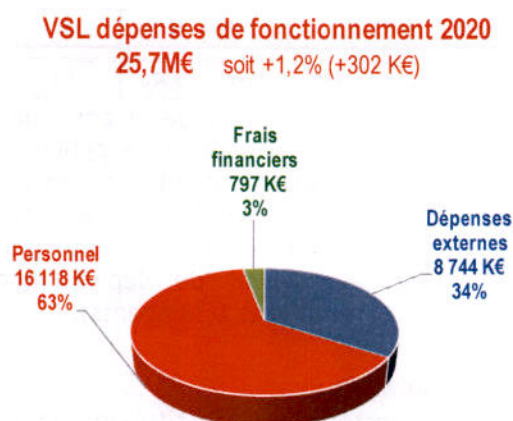
Les participations des autres collectivités soutiennent les activités et services communaux. La réduction des activités entraîne une diminution des subventions.

### Compte 75 & 77 : produits de gestion courante -92 K€

Essentiellement composé de loyers, redevances, indemnités, ce chapitre enregistre une diminution liée à une recette exceptionnelle (provision reversée par la CAGV) perçue en 2019 et une diminution de loyer liée à la vente d'un bâtiment (mission locale).

L'évolution des recettes courantes de fonctionnement est estimée en baisse de 428 K€ soit -1,5%.

### Les dépenses externes de fonctionnement



Les dépenses de fonctionnement, avec 25,7 M€ sont composées à 63 % de frais de personnel.

Les dépenses externes, nécessaires au fonctionnement des services, avec 8,7 M€ représentent 1/3 des dépenses. Les frais financiers impactent peu le budget de fonctionnement (3%).

Les dépenses de fonctionnement subissent une hausse de 1,2% soit + 302 K€.

| Les montants sont exprimés en K€           | CA14   | CA15   | CA16   | CA 17  | CA 18  | CA 2019 | BP 2020 | % Var.    | Var. |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|-----------|------|
| COMPTE                                     | Net    | Net    | Net    | Net    | Net    | Net     | Net     | BP20/CA19 |      |
| - 60 Achats & variation de stocks          | 3 738  | 3 718  | 3 440  | 3 323  | 3 221  | 3 215   | 3 322   | -3,3%     | 107  |
| - 61 Services extérieurs                   | 1 846  | 1 682  | 1 419  | 1 592  | 1 775  | 1 681   | 1 714   | 2,0%      | 33   |
| - 62 Autres services extérieurs (hors 012) | 1 171  | 1 168  | 1 114  | 975    | 895    | 977     | 932     | -4,6%     | -45  |
| - 65 & 67 Charges de gestion courante      | 3 008  | 3 110  | 3 028  | 2 813  | 2 770  | 2 649   | 2 637   | -0,5%     | -12  |
| = Dépenses externes de fonctionnement (B)  | -9 763 | -9 678 | -9 001 | -8 702 | -8 661 | -8 522  | -8 605  | 1,0%      | -83  |

Les dépenses externes de fonctionnement, sont en hausse de 83 K€. Hors effet Covid que nous avons vu précédemment, les principales variations concernent :

- Une majoration du coût des fluides, en particulier de l'électricité : + 101 K€
- Une majoration des crédits de repas des cantines pour un passage en bio à 50% : + 30 K€
- Une majoration du marché de nettoyage des gymnases : + 40 K€

En dehors de ces majorations notoires, les autres postes budgétaires sont liés à l'ouverture des droits de tirage 2020. Ils avaient été réduits de 2016 à 2018 de 13% et sont identiques en 2020 à ce qu'ils avaient été au lors de l'élaboration du budget primitif 2019.

| Compte 65 (hors indemnités) en K€ | 2019 | 2020 | Var. |
|-----------------------------------|------|------|------|
| CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR    | 166  | 18   | -147 |
| CONTRIBUTION SDIS                 | 740  | 735  | -5   |
| SUBVENTION CCAS                   | 650  | 768  | 118  |
| PARTICIP FONCT ECOLES PRIVEES     | 177  | 178  | 0    |
| SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS      | 653  | 656  | 2    |

Les subventions aux associations ont été reconduites sur la base des montants versés en 2019. Il faut noter, l'augmentation de la subvention au CCAS destiné à faire face aux dépenses de personnel ainsi qu'une prévision moindre de non-valeur.

| Les montants sont exprimés en K€           | CA14   | CA15   | CA16   | CA 17  | CA 18  | CA 2019 | BP 2020 | % Var.    | Var. |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|-----------|------|
| COMPTE                                     | Net    | Net    | Net    | Net    | Net    | Net     | Net     | BP20/CA19 |      |
| = Recettes courantes de fonctionnement (A) | 30 691 | 30 714 | 29 869 | 28 808 | 28 780 | 29 040  | 28 612  | -1,5%     | -428 |
| = Dépenses externes de fonctionnement (B)  | -9 763 | -9 678 | -9 001 | -8 702 | -8 661 | -8 522  | -8 605  | 1,0%      | -83  |
| = Valeur ajoutée (C = A - B)               | 20 928 | 21 036 | 20 868 | 20 106 | 20 120 | 20 518  | 20 007  | -2,5%     | -511 |

Les dépenses externes ne sont jamais réalisées en totalité. Leur taux de réalisation se situe autour des 95%. Ce différentiel améliore l'épargne brute entre le budget primitif et le compte administratif (Cf. CA précédents). Dans cette hypothèse le disponible sur les dépenses externes en fin d'exercice devrait être à minima de 300 K€, ce qui devrait atténuer la baisse de la valeur ajoutée de -2,5% (-511 K€).

#### Une masse salariale prévisionnelle en hausse modérée.

| Les montants sont exprimés en K€                   | CA14    | CA15    | CA16    | CA 17   | CA 18   | CA 2019 | BP 2020 | % Var.    | Var. |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|------|
| COMPTE   | Net     | Net     | Net     | Net     | Net     | Net     | Net     | BP20/CA19 |      |
| - 63 Impôts & taxes (hors 012)                     | 95      | 142     | 130     | 143     | 89      | 89      | 84      | -5,7%     | -5   |
| - 012 Charges de personnel nettes (012 - 013 - 74) | 16 636  | 16 803  | 16 707  | 15 632  | 15 223  | 15 739  | 16 003  | 1,7%      | 264  |
| = Dépenses internes de fonctionnement (D)          | -16 731 | -16 945 | -16 837 | -15 775 | -15 312 | -15 828 | -16 087 | 1,6%      | -259 |
| = Epargne de gestion ou EBE (E = C - D)            | 4 197   | 4 091   | 4 031   | 4 331   | 4 808   | 4 690   | 3 920   | -16,4%    | -770 |

#### VSL EVOLUTION DES EFFECTIFS

| VSL : effectif au 31/12      | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | 2020       |
|------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Titulaires                   | 420        | 415        | 416        | 379        | 371        | 369        | 374        |
| Non titulaires               | 59         | 50         | 42         | 36         | 59         | 72         | 61         |
| Emploi aidés                 | 23         | 33         | 41         | 34         | 5          | 1          |            |
| <b>Total</b>                 | <b>502</b> | <b>498</b> | <b>499</b> | <b>449</b> | <b>435</b> | <b>442</b> | <b>435</b> |
| Variation                    |            | -4         | 1          | -50        | -14        | 7          | -7         |
| Service commun CAGV          |            |            |            | -24        | -5         |            |            |
| Variation hors mutation CAGV |            | -4         | 1          | -26        | -9         | 7          | -7         |

Les effectifs de la commune sont en diminution depuis le début du mandat en raison de la création de services mutualisés avec la CAGV (-29 agents) et de départs non remplacés (-38 agents).

Cette évolution nette de +264 K€ suscite les commentaires suivants :

- En terme de solde, les effectifs se réduisent de 7 postes : plus de titulaires et moins de contractuels.
- Les avancements (GVT +223 K€), carrières (PPCR +38 K€) représentent +261 K€ de la variation brute.
- La fin des emplois aidés représente une perte de recette de -20 K€

Principale dépense, la maîtrise de la masse salariale est un élément essentiel de l'équilibre financier de la commune. Face à la faible dynamique des recettes liées essentiellement à la construction de logements nouveaux trop peu nombreux, une masse salariale à effectif constant augmente tendanciellement de +320 K€ chaque année.

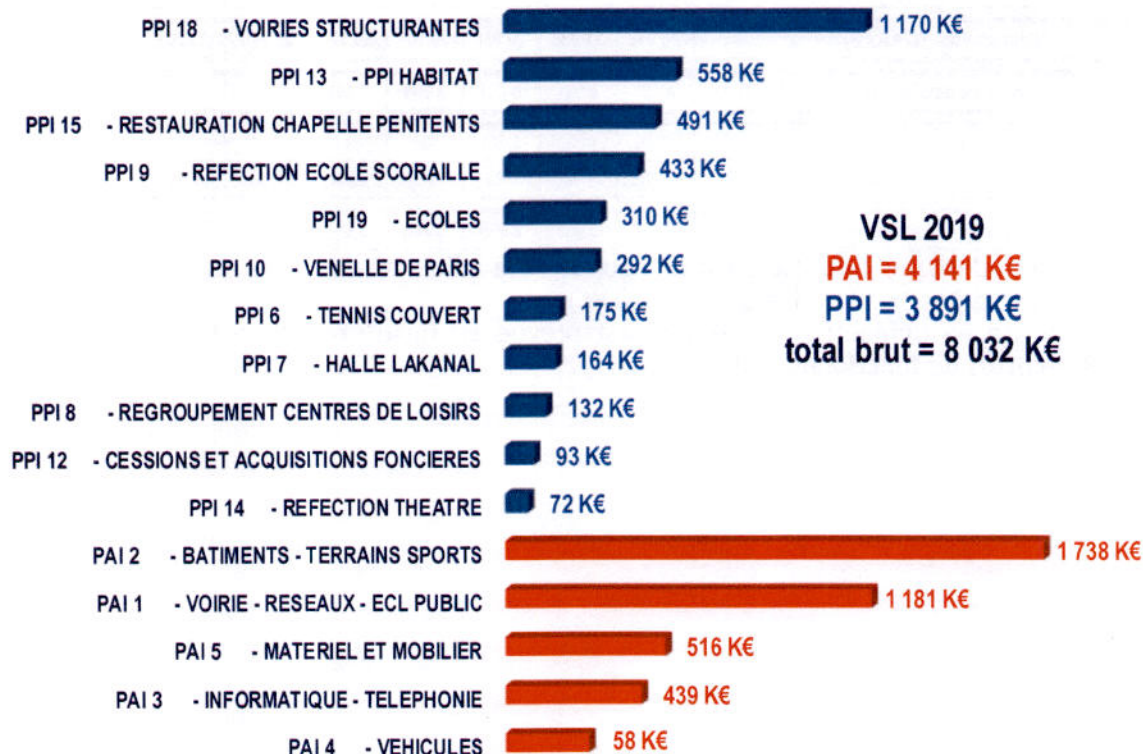
Cet « effet de ciseaux » ne peut être, dans l'hypothèse d'une stabilité des taux du foncier bâti, que résolu par une réduction des effectifs, une adaptation du niveau des services rendus à la population, ou supporté à un échelon territorial plus large.

| Les montants sont exprimés en K€<br>COMPTE | CA14<br>Net | CA15<br>Net | CA16<br>Net | CA 17<br>Net | CA 18<br>Net | CA 2019<br>Net | BP 2020<br>Net | % Var.<br>BP20/CA19 | Var. |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|----------------|----------------|---------------------|------|
| = Valeur ajoutée (C = A - B)               | 20 928      | 21 036      | 20 868      | 20 106       | 20 120       | 20 518         | 20 007         | -2,5%               | -511 |
| = Epargne de gestion ou EBE (E = C - D)    | 4 197       | 4 091       | 4 031       | 4 331        | 4 808        | 4 690          | 3 920          | -16,4%              | -770 |
| - 66 Charges financières                   | 1 289       | 1 088       | 1 041       | 936          | 844          | 759            | 796            | 4,8%                | 37   |
| = Résultat financier de fonctionnement (F) | -1 289      | -1 088      | -1 041      | -936         | -844         | -759           | -796           | 4,8%                | -37  |
| = Epargne brute (hors excep.) (G = E + F)  | 2 908       | 3 003       | 2 990       | 3 395        | 3 964        | 3 931          | 3 125          | -20,5%              | -806 |

L'augmentation des frais financiers est lié pour 37 K€ à la hausse de l'encours de dette fin 2019 et à la mise en place d'une ligne de trésorerie (+20 K€).

L'épargne brute en diminution de -806 K€ est prévue en fin d'exercice à hauteur de 3,1 M€ soit 10,9% des recettes de fonctionnement.

### 3 – Le plan d'investissement



Les investissements 2020 affectés au Plan Annuel d'Investissement (PAI) s'élèvent à 4,1 M€ bruts. Les opérations du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour 3,9 M€ bruts, dédiés aux opérations plus importantes ayant un caractère exceptionnel (en opposition au caractère annuel et reconductible du PAI), concernent essentiellement les opérations lancées durant le précédent mandat (Habitat, chapelle des Pénitents, école Scorailles, venelle de Paris, tennis couvert, Halle, regroupement des centres de loisirs).

#### Le Plan Annuel d'Investissement : PAI 4 141 K€

L'objectif du PAI est de déterminer des enveloppes réservées prioritairement à l'entretien et au renouvellement du patrimoine de la commune. De ce fait, il est prioritaire sur le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) où les opérations conséquentes ayant un caractère exceptionnel sont inscrites au PPI.

Nécessaires au bon fonctionnement des services, les « petits » investissements du PAI à caractère annuels doivent être privilégiés afin de ne pas créer des dysfonctionnements dans la gestion des services, d'engendrer des surcoûts en fonctionnement. Ils permettent de gérer efficacement la proximité.

| Plan Annuel d'Investissement (PAI)  | Montant         |
|-------------------------------------|-----------------|
| Voirie / réseaux / éclairage public | 1 000 K€        |
| Bâtiments & terrains sportifs       | 1 500 K€        |
| Informatique & téléphonie           | 350 K€          |
| Véhicules                           | 200 K€          |
| Mobilier & matériel                 | 450 K€          |
| <b>Total</b>                        | <b>3 500 K€</b> |

Une répartition du PAI par thématique a été créée afin de donner de la lisibilité et de dimensionner les enveloppes budgétaires nécessaires.

Le montant des dépenses brutes s'élève à 3,5 M€/an.

Pour les bâtiments et le mobilier & matériel, la répartition est faite par directions.

- PAI 1 Voiries, réseaux, éclairage public

|                  |                 |
|------------------|-----------------|
| Voiries          | 653 K€          |
| Circulation      | 179 K€          |
| Eclairage public | 144 K€          |
| Espaces verts    | 111 K€          |
| AC pluvial       | 94 K€           |
| <b>PAI 1</b>     | <b>1 181 K€</b> |

La ville s'appuie de plus en plus sur les compétences de la CGAV en matière de réalisation de voirie. 406 K€ de travaux de réfection de voiries sont confiés à la CGAV. Les travaux de voirie représentent la moitié de l'enveloppe PAI1. Le reste de l'enveloppe est dédiée aux interventions liées aux réseaux électriques, à l'éclairage public ainsi qu'aux espaces verts.

Le montant de l'enveloppe annuelle (hors RAR : reste à réaliser N-1) consacré à ce secteur est de 1 M€.

• **PAI 2 Bâtiments, terrains de sport**

|                         |                 |
|-------------------------|-----------------|
| Clos, couvert, sécurité | 718 K€          |
| Travaux écoles          | 200 K€          |
| Culture                 | 200 K€          |
| Direction générale      | 150 K€          |
| Sports                  | 200 K€          |
| Accessibilité           | 60 K€           |
| Restes à réaliser       | 210 K€          |
| <b>PAI 2</b>            | <b>1 738 K€</b> |

L'enveloppe « bâtiments & terrains de sport » est de 1,5 M€ chaque année (hors RAR).

Elle se répartie à parité entre :

- le « clos, couvert, sécurité » programmé par le service bâtiment
- le « fonctionnement des services » dédié à l'entretien ou l'amélioration des bâtiments ou équipements est attribué par direction qui en détermine la programmation.

• **PAI 3 informatique et téléphonie : 439 K€**

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| Part versée à CAGV | 206 K€        |
| Matériels          | 155 K€        |
| Logiciels          | 63 K€         |
| Cablage            | 15 K€         |
| <b>PAI 3</b>       | <b>439 K€</b> |

Il s'agit du renouvellement et de la modernisation des outils informatiques et bureautiques, des logiciels métiers et de la sécurisation des données. Enveloppe dimensionnée à 350 K€/an hors RAR.

• **PAI 4 véhicules : 267 K€**

|                          |               |
|--------------------------|---------------|
| RAR Partner & 2 fourgons | 67 K€         |
| Economat véhicule élec   | 21 K€         |
| Culture fourgon          | 36 K€         |
| Robots tondeuse          | 20 K€         |
| CCAS minibus             | 45 K€         |
| Esp verts 2 VL bennes    | 78 K€         |
| <b>PAI 4</b>             | <b>267 K€</b> |

Au renouvellement des véhicules et matériels roulants est consacré annuellement 200K€.

Certaines tondeuses thermiques sont remplacées par des robots électriques pour la tonte des stades.

- **PAI 5 matériel & mobilier : 485 K€ K€**

|                       |               |  |
|-----------------------|---------------|--|
| Scolaire              | 90 K€         |  |
| Culture               | 70 K€         |  |
| Musée acq. Œuvres     | 40 K€         |  |
| Sport & salles        | 90 K€         | Acquisition de mobilier, matériel et outillage pour le |
| Sécurité hygiène      | 50 K€         | fonctionnement des services, également répartis par    |
| Santé prévention      | 50 K€         | direction.   |
| Techniques            | 20 K€         |  |
| Direction générale    | 18 K€         | Enveloppe annuelle de 450 K€                           |
| Jeunesse              | 5 K€          |  |
| Evènementiel          | 6 K€          |  |
| RAR toutes directions | 77 K€         |  |
| <b>PAI 5</b>          | <b>516 K€</b> |  |

**Le Plan Pluriannuel d'Investissement : PPI 3 891 K€**

Le PPI 2020 comporte essentiellement la finalisation des opérations du précédent mandat.

- **PPI 6 Terrain de tennis couvert : 175 K€**
  - Création d'un terrain de tennis couvert à la Myre Mory.
- **PPI 7 Réfection de la Halle Lakanal : 164 K€**
  - Réaménagement de la halle pour y créer un espace de restauration et de vente de produits locaux
- **PPI 8 Regroupement des centres de loisirs : 132 K€**
  - Regroupement des centres de loisirs Descartes et Fontanelles sur le site de Descartes.
- **PPI 9 École Scorailles : 433 K€**
  - Remplacement de classes modulaires par une construction fixe.
- **PPI 10 Venelle de Paris : 292 K€**
  - Réaménagement de la venelle de Paris,
  - Acquisition, travaux et cession d'un immeuble rue Ste Catherine (pour l'ouverture de la venelle).
- **PPI 12 Cessions et acquisitions foncières : 93 K€**
  - Provision pour acquisition et soulte IFCE
- **PPI 13 Habitat : 558 K€**
  - Aides à la rénovation de logements avec des dispositifs spécifiques (OPAH, ORI),
  - Aides à la rénovation des façades, des commerces dans la bastide,
  - Dispositif pour la résorption de l'habitat insalubre,
  - Participation aux études « Actions cœur de ville » diligentées par la CAGV.
- **PPI 14 rénovation théâtre : 72 K€**
  - Études programmatiques pour appréhender les besoins de rénovation du théâtre.
- **PPI 15 Restauration de la chapelle des pénitents 490 K€**
  - Restauration de la chapelle et présentation des objets.
- **PPI 18 Voiries structurantes : 1 170 K€**
  - Rue du Maréchal Leclerc : réseaux et espaces verts,
  - Participation à la CAGV pour les rues Lastreilles et Ribas
  - Aménagement du parking des Annonciades.
- **PPI 19 Réfections écoles : 310 K€**
  - École Marot : création d'un parking
  - École Pasteur : création d'une salle supplémentaire.
  - Réfection d'un cour d'école

**4 Les ratios de pilotages financiers**

Le niveau d'épargne brute reste dans l'épure et dépasse les 10% fixés.



| En K€                                       | 2014            | 2015            | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           |
|---|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| +Recettes de gestion                        | 31 040          | 31 116          | 30 306         | 29 208         | 29 062         | 29 287         | 28 783         |
| - Dépenses de gestion                       | 26 843          | 27 025          | 26 275         | 24 876         | 24 254         | 24 596         | 24 861         |
| - Frais financiers                          | 1 289           | 1 088           | 1 041          | 936            | 844            | 760            | 797            |
| <b>= Epargne brute</b>                      | <b>2 908</b>    | <b>3 003</b>    | <b>2 990</b>   | <b>3 395</b>   | <b>3 964</b>   | <b>3 931</b>   | <b>3 125</b>   |
| <b>Taux d'épargne brute</b>                 | <b>9,4%</b>     | <b>9,7%</b>     | <b>9,9%</b>    | <b>11,6%</b>   | <b>13,6%</b>   | <b>13,4%</b>   | <b>10,9%</b>   |
| Amortissement dette                         | 2 469           | 2 844           | 2 618          | 2 564          | 2 805          | 2 874          | 3 309          |
| <b>Epargne nette</b>                        | <b>439</b>      | <b>159</b>      | <b>372</b>     | <b>831</b>     | <b>1 159</b>   | <b>1 057</b>   | <b>-184</b>    |
| Excédent N-1                                | 211             | 2 455           | 4 025          | 3 917          | 1 277          | 1 279          | 266            |
| Dépenses PPI & PAI                          | 3 589           | 3 825           | 2 644          | 3 144          | 4 955          | 9 323          | 8 032          |
| Encours de dette au 31/12                   | 29 615          | 30 111          | 27 493         | 24 930         | 22 153         | 24 481         | 25 151         |
| <b>Encours dette au 31/12 épargne brute</b> | <b>10,2 ans</b> | <b>10,0 ans</b> | <b>9,2 ans</b> | <b>7,3 ans</b> | <b>5,6 ans</b> | <b>6,2 ans</b> | <b>8,0 ans</b> |

Une épargne brute proche de 4 M€ est impérative afin de pouvoir financer les réhabilitations patrimoniales importantes, ou de réaliser de nouveaux aménagements pour embellir la ville.

Une épargne nette négative en prévision qui devrait s'équilibrer avec les réalisations en deçà des prévision de dépenses.

Le financement des investissements nécessite un emprunt d'équilibre de 4 M€, supérieur au capital remboursé (3,3 M€), d'où une augmentation prévisionnelle de l'encours de dette en fin d'exercice (+ 0,7 M€) si les investissements réalisés sont payés en totalité sur l'exercice 2020, ce qui n'est jamais le cas.

Maîtrisé sur l'ensemble du mandat, l'endettement est stable en 2020. La capacité de désendettement est de 8 ans, ce qui signifie que la ville à une marge de manœuvre sur son encours de dette pour investir.

La ville s'est fixée un seuil maximal de 10 années. Le ratio de désendettement est fortement corrélé au niveau de l'épargne.

#### VOTE DU BUDGET PRINCIPAL PAR CHAPITRES

| Chapitre                                |  | 2020                 | Chapitre                               |  | 2020                 |
|---|--|----------------------|--|--|----------------------|
| 011                                     | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 6 050 673,00         | 001                                    | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT              | 1 947 700,49         |
| 012                                     | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 16 118 626,00        | 040                                    | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 13 539,00            |
| 014                                     | ATTENUATIONS DE PRODUITS                           | 55 000,00            | 041                                    | OPERATIONS PATRIMONIALES                       | 61 484,00            |
| 023                                     | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT             | 1 300 416,00         | 13                                     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 3 308 800,00         |
| 042                                     | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 1 836 156,00         | 16                                     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 320 758,58           |
| 65                                      | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 2 596 412,00         | 204                                    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES               | 396 672,88           |
| 66                                      | CHARGES FINANCIERES                                | 797 000,00           | 21                                     | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                    | 4 779 676,59         |
| 67                                      | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 42 300,00            | 23                                     | IMMOBILISATIONS EN COURS                       | 2 534 685,46         |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b> |  | <b>28 796 583,00</b> | <b>Total dépenses d'investissement</b> |  | <b>13 363 317,00</b> |
| 013                                     | ATTENUATIONS DE CHARGES                            | 115 000,00           | 021                                    | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       | 1 300 416,00         |
| 042                                     | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 13 539,00            | 024                                    | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS        | 592 000,00           |
| 70                                      | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 1 050 120,00         | 040                                    | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 836 156,00         |
| 73                                      | IMPOTS ET TAXES                                    | 21 842 703,00        | 041                                    | OPERATION PATRIMONIALES                        | 61 484,00            |
| 74                                      | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 5 568 011,00         | 10                                     | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES            | 2 796 958,34         |
| 75                                      | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 110 510,00           | 13                                     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES            | 2 775 141,66         |
| 76                                      | PRODUITS FINANCIERS                                | 1 500,00             | 16                                     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES                   | 4 001 161,00         |
| 77                                      | PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 95 200,00            |  |  |                      |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b> |  | <b>28 796 583,00</b> | <b>Total recettes d'investissement</b> |  | <b>13 363 317,00</b> |

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 24 / Contre : 1 / Abstentions : 4  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'approuver par chapitres le budget principal ;

**ARTICLE 2 :** de reconduire pour 2020, les taux d'imposition de l'année 2019 :

- Taxe foncière : 38,49%,
- Taxe d'habitation : 17,90%,
- Taxe foncière non bâtie : 128,72%.

**AFFAIRE N° 5 : INDEMNITÉS DE FONCTION ALLOUÉES AUX ÉLUS**

Considérant que les fonctions d'élu local sont gratuites ;

**Considérant** qu'une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est toutefois prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune ;

**Considérant** que suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de fixer à nouveau les montants des indemnités de fonction des élus ;

**Considérant** que ces indemnités qui constituent une dépense obligatoire des communes sont fixées par référence à l'indice brut terminal 1027 (IM 830) de la fonction publique ;

**Considérant** que l'article L. 2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maxima de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au maire, aux adjoints et aux conseillers ;

**Considérant** que les indemnités maximales pouvant être allouées pour l'exercice effectif des fonctions de maire d'une commune dont la population est comprise entre 20 000 et 49 999 habitants sont fixées à 90 % de l'indice de référence ;

**Considérant** que les indemnités maximales pouvant être allouées pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire d'une commune dont la population est comprise entre 20 000 et 49 999 habitants sont fixées à 33 % de l'indice de référence ;

**Considérant** que les conseillers auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions peuvent également percevoir une indemnité qui est comprise dans l'enveloppe constituée des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice ;

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4

Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** de fixer à 57% le taux de l'indemnité de fonction allouée au maire ;

**ARTICLE 2 :** de fixer à 22 % le taux de l'indemnité de fonction allouée aux adjoints ;

**ARTICLE 3 :** de fixer à 10 % le taux de l'indemnité de fonction allouée à un conseiller municipal ayant une délégation ;

**ARTICLE 4 :** d'annexer à la présente délibération, conformément à l'article L. 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales, un tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal ;

**ARTICLE 5 :** d'appliquer ce régime indemnitaire à compter du 3 juillet 2020, pour le maire et à compter de l'arrêté de délégation pour les adjoints et les conseillers délégués.

#### **TABLEAU RÉCAPITULANT L'ENSEMBLE DES INDEMNITÉS MENSUELLES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

##### **I - Détermination de l'enveloppe**

| <b>Base de référence : commune dont la population est comprise entre 20 000 et 49 999 habitants</b> | <b>Taux maxi</b> |        | <b>Valeur Indice brut 1027 / majoré 830</b> |
|---|------------------|--------|---|
| Valeur de l'indice au 01/07/2020 = 4.686 €  |                  |        | 3889.38 €                                   |
| Indemnité du maire  | 90,00%           |        | 3500.44 €                                   |
| Indemnité des adjoints  |                  | nombre |   |
|   | 33,00%           | 10     | 12 835 €                                    |
| Enveloppe totale mensuelle  |                  |        | <b>16 335.44 €</b>                          |

##### **II - Attribution**

| Taux   | Montant individuel | Nombre de bénéficiaires | Montant total   |
|--|--------------------|-------------------------|-----------------|
| Indemnité du Maire                             |                    | 57 %                    | 2216,95         |
|  |                    | 1                       |                 |
| Indemnités des adjoints                        |                    | 22 %                    | 8556,64         |
|  |                    | 10                      |                 |
| Indemnités des conseillers municipaux délégués |                    | 10 %                    | 3889,380        |
|  |                    | 10                      |                 |
| <b>TOTAL MENSUEL DES INDEMNITÉS</b>            |                    |                         | <b>14662,96</b> |

## AFFAIRE N° 6 : MAJORATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION ALLOUÉES AUX ÉLUS

**Considérant** que les élus des communes ayant bénéficié au cours de l'un des trois précédents exercices de la dotation de solidarité urbaine peuvent bénéficier d'une majoration des indemnités perçues au titre de leur mandat ;

**Considérant** que les élus des communes chefs-lieux d'arrondissement peuvent également bénéficier d'une majoration de leurs indemnités ;

**Considérant** que l'application de majorations aux indemnités de fonction doit faire l'objet d'un vote distinct ;

**Vu** la délibération en date du 30 juillet 2020 fixant les indemnités des élus ;

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'appliquer une majoration pour chef-lieu d'arrondissement aux indemnités perçues par le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux ;

**ARTICLE 2 :** d'annexer à la présente délibération, conformément à l'article L. 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales, un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

**TABLEAU RÉCAPITULANT L'ENSEMBLE DES INDEMNITÉS MENSUELLES ALLOUÉES  
AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

| Rappel des indemnités attribuées  |                    |                         |                        |
|---|--------------------|-------------------------|------------------------|
| Taux  | Montant individuel | Nombre de bénéficiaires | Montant total          |
| Indemnité du Maire  |                    |                         |                        |
| 57 %  | 2216,95            |                         | 2216,95                |
| Indemnités des adjoints   |                    |                         |                        |
| 22 %  | 855,66             | 10                      | 8556,64                |
| Indemnités des conseillers municipaux délégués  |                    |                         |                        |
| 10,00%  | 388,94             | 10                      | 3889,380               |
| <b>TOTAL MENSUEL DES INDEMNITÉS</b>   |                    |                         | <b>14662,96</b>        |
| Applications individuelles des majorations  |                    |                         |                        |
| A / Au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine   |                    |                         |                        |
| Le conseil municipal peut décider qu'elle ne soit applicable qu'au maire et aux adjoints<br>110 % (taux maximal de la strate supérieure) * Taux de la | 0%                 |                         | Maire<br>0<br>Adjoints |

|  |        |  |            |
|--|--------|--|------------|
| 1 <sup>ère</sup> répartition / 90 % (taux maximal de la strate ) | 0 %    |  | 0          |
| <b>B / Majoration au titre de chef-lieu d'arrondissement</b>     |        |  |            |
| 20 % appliqué au taux de la 1 <sup>ère</sup> répartition *IM 830 | Taux   |  | majoration |
| Maire  | 11,40% |  | 443,39     |
| Par Adjoint  | 4.40 % |  | 171,13     |
| Par conseiller municipal délégué                                 | 2 %    |  | 77,79      |
| <b>Total des majorations</b>                                     |        |  |            |
| Maire  |        |  | 443,39     |
| Par Adjoint  |        |  | 171,13     |
| Par conseiller municipal délégué                                 |        |  | 77,79      |

|                                  |    |         |          |
|----------------------------------|----|---------|----------|
| <b>Total des indemnités</b>      |    |         |          |
| Maire                            | 1  | 2660,34 | 2660,34  |
| Par Adjoint                      | 10 | 1026,79 | 10267,90 |
| Par conseiller municipal délégué | 10 | 466,73  | 4667,30  |
| Total                            |    |         | 17595,54 |

#### **AFFAIRE N°7 : REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR LIÉS A L'EXERCICE DU MANDAT MUNICIPAL**

Lorsque les membres du Conseil municipal engagent des frais de déplacement à l'occasion des réunions :

- *du Conseil municipal, du Bureau, des commissions instituées par délibération du Conseil municipal dont ils sont membres ;*
- *des bureaux des organismes où ils représentent la Commune.*

Ces frais peuvent être remboursés lorsque la réunion a lieu hors du territoire de la commune étant entendu :

- qu'il appartient à l'organisme qui organise la réunion de prendre en charge le remboursement des frais de déplacement ;
- que les conseillers en situation de handicap peuvent également bénéficier des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés à l'occasion de ces déplacements.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4

Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** de décider de rembourser les frais occasionnés par les déplacements des élus municipaux conformément aux barèmes fixés par décret, sur présentation de pièces justificatives, pour participer aux réunions des instances indiquées dans l'exposé qui précède ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la 1<sup>ère</sup> Adjointe à signer tout acte relatif au remboursement de frais de déplacement des conseillers municipaux visés par la présente délibération ;

**ARTICLE 3 :** de dire que les crédits nécessaires au remboursement des ces frais seront inscrits annuellement au Budget de la Commune de Villeneuve-sur-Lot.

#### **AFFAIRE N°8 : REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR LIÉS A L'EXERCICE D'UN MANDAT SPÉCIAL**

Lorsque les membres du Conseil municipal engagent des frais de déplacement à l'occasion des réunions des mandats spéciaux. Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent être remboursées par la commune sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil municipal. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** de décider de rembourser les frais occasionnés par les déplacements des élus municipaux conformément aux barèmes fixés par décret, sur présentation de pièces justificatives, pour participer aux réunions dans le cadre des mandats spéciaux qui leur ont été confiés ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la 1ère Adjointe à signer tout acte relatif au remboursement de frais de déplacement des conseillers municipaux visés par la présente délibération ;

**ARTICLE 3 :** de dire que les crédits nécessaires au remboursement de ces frais seront inscrits annuellement au Budget de la Commune de Villeneuve-sur-Lot.

#### **AFFAIRE N°9 : INSTAURATION DU DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Le montant des dépenses de formation qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les pertes de revenus subies du fait de l'exercice de ce droit ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus municipaux. Un débat sur la formation des membres du Conseil municipal doit avoir lieu chaque année à l'appui du tableau récapitulatif des actions de formation des élus financés par la collectivité.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'instaurer au bénéfice des élus du Conseil municipal le droit à la formation, conformément aux dispositions de l'article L. 5216-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**ARTICLE 2 :** d'inscrire ce droit à la formation dans les orientations suivantes :

- *Être en lien avec les compétences exercées par la Collectivité,*
- *Favoriser la compréhension de la gestion des politiques locales ;*

**ARTICLE 3 :** de fixer le plafond des dépenses de formation à 39 000 € par an, soit un montant inférieur au maximum légal autorisé de 20 % des indemnités de fonction allouées aux élus de la Communauté ;

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre du droit à la formation ;

**ARTICLE 5 :** de dire que les crédits nécessaires au règlement des dépenses de formation seront inscrits annuellement au Budget de la Commune ;

**ARTICLE 6 :** de dire que chaque année un tableau récapitulatif des actions engagées en matière de formation des élus sera annexé au compte administratif et fera l'objet d'un débat au sein du conseil municipal.

#### **AFFAIRE N°10 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS**

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**CRÉATION**

**ARTICLE 1 :** d'accepter la modification du tableau des emplois permanents telle qu'elle est exposée ci-après :

| Emploi/Grade                         |  | Durée | Nombre |
|--------------------------------------|--|-------|--------|
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>        |  |       |        |
| Adjoints administratifs territoriaux | Adjoint administratif principal de 2ème classe | TC    | 1      |
|                                      | Adjoint administratif principal de 1ère classe | TC    | 2      |
| Agents de maîtrise                   | Agent de maîtrise                              | TC    | 1      |

**TOTAL** **4**

**ARTICLE 2 :** de rappeler que les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 012 du budget de l'exercice courant et suivants.

**AFFAIRE N° 11 : CRÉATION D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS MOBILISÉS PENDANT L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE DÉCLARÉ EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020 D'URGENCE POUR FAIRE FACE A L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19**

Conformément au décret susvisé, une prime exceptionnelle peut être mise en place dans la fonction publique territoriale en faveur des agents pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à une mobilisation significative, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'instaurer une prime exceptionnelle en faveur des agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire, selon les modalités définies ci-dessous.  
Cette prime sera attribuée :

- 1) aux agents relevant au 17 mars 2020 des services à la population de niveau 1 inscrits au Plan de Continuité d'Activité mobilisés de façon significative en présentiel afin d'assurer la poursuite du service public et aux agents mobilisés pour ces services :  
Accueil public Hôtel de Ville  
État Civil / Cimetières  
Écoles / Économat  
Accueil de loisirs  
Services techniques pour les interventions liées à la sécurité ou indispensable au fonctionnement des services mobilisés  
Police Municipale  
Logistique  
Reprographie

Service intérieur (entretien des locaux)

- 2) aux agents de certains services supports de niveau 1 ou mobilisés (indispensables au fonctionnement des services cités ci-dessus, inscrits au Plan de Continuité d'Activité ayant été confrontés à des sujétions exceptionnelles entraînant un surcroît significatif de travail pour permettre la poursuite du service public, en présentiel et/ou en télétravail :  
Secrétariat Général (courrier)  
Communication
- 3) Elle sera versée aux fonctionnaires ainsi qu'aux agents contractuels de catégorie C, B et A (en dehors des directeurs-trices- membres du comité de direction) ; la prime sera proratisée en fonction du nombre de jours travaillés ou du degré des sujétions pendant la période du 17 mars au 10 mai 2020,
- 4) Cette prime exceptionnelle, d'un montant maximum de 1000 euros sera versée en 1 fois ; elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

**ARTICLE 2** : d'autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.

**ARTICLE 3** : de dire que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 012 - article 6488 du Budget de la Commune.

### **AFFAIRE N° 12 : RECOURS AU CONTRAT D'APPRENTISSAGE**

Les dispositions législatives et réglementaires permettent aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de procéder à des recrutements dans le cadre de contrats d'apprentissage.

L'apprentissage est un dispositif de formation initiale en alternance dans le cadre d'un contrat de travail destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus au début du contrat: (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) tout en travaillant dans une collectivité territoriale, l'apprenti(e) suit des cours dans un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) ou une section d'apprentissage, en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre enregistré au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

Les caractéristiques du dispositif pouvant être mis en place dans le cadre légal rappelé ci-dessus sont les suivantes :

#### Nature du contrat :

Ce sont des contrats de droit privé auxquels s'appliquent un certain nombre de dispositions du code du travail. C'est le cas notamment en matière :

- *de rupture anticipée de contrat,*
- *d'exonération des charges sociales,*
- *de prorogation du contrat en cas d'échec à l'examen.*

#### Inspection de l'apprentissage :

Le contrôle de la formation dispensée aux apprenti(e)s est assuré, soit par le rectorat pour les formations débouchant sur un diplôme de l'éducation nationale, soit par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt pour les diplômes de l'enseignement agricole.

#### Lieu de formation :

Les apprenti(e)s reçoivent leur formation dans un centre de formation des apprentis (CFA).

#### Maître d'apprentissage :

La personne assurant les fonctions de tuteur est dénommée maître d'apprentissage. Le maître d'apprentissage doit remplir les conditions de diplôme et/ou d'expérience professionnelles prévues à l'article R. 6223-24 du Code du travail modifié.

#### Rémunération :

La rémunération est calculée en fonction du SMIC selon l'âge de l'apprenti(e). Le rapport entre le SMIC et la rémunération d'un(e) apprenti(e) est fixé sur la base d'un temps plein de 151.67 heures.

Fin de contrat :

Le contrat d'apprentissage cesse au plus tard dans les 2 mois qui suivent l'obtention du diplôme. Si l'apprenti(e) souhaite intégrer la fonction publique, il/elle doit passer les concours externes.

Vu l'avis du Comité technique ;

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser Monsieur le Maire à recourir au contrat d'apprentissage sur l'ensemble des services municipaux, durant la durée de son mandat ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation ;

**ARTICLE 3 :** d'inscrire annuellement au budget de la Commune les crédits correspondants.

**AFFAIRE N° 13 : RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITÉ**

Les dispositions de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoient la possibilité pour les collectivités ou établissements publics de recruter des agents contractuels de droit public, sur des emplois non permanents, pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers. Ces recrutements peuvent s'effectuer dans les cas suivants :

- Art 3-1° : *accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois, compte tenu le cas échéant, des renouvellements de contrats, sur une même période de dix-huit mois consécutifs.*

- Art 3-2° : *accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois, compte tenu le cas échéant, des renouvellements de contrats, sur une même période de douze mois consécutifs.*

Considérant la nécessité de prévoir la possibilité, en cas de besoin, de recourir à ce type de contrat dans tous les services de la Commune, afin d'assurer la continuité du service.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser Monsieur le Maire à procéder, pour la durée de son mandat, en tant que de besoin, dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 1 et article 3 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, dans la limite des crédits prévus à cet effet, au recrutement d'agents non titulaires sur des emplois budgétaires non permanents de catégorie A,B,C afin de faire face aux accroissements temporaires d'activité ou aux besoins saisonniers ;

**ARTICLE 2 :** de charger Monsieur le Maire de déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature de leurs fonctions et de leur profil, dans la limite de l'indice terminal des grades de référence ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels ;



**ARTICLE 4** : de dire que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents non titulaires seront inscrits, chaque année, au budget de la Commune.

#### **AFFAIRE N° 14 : RECRUTEMENTS SUR LA BASE DE CONTRATS D'ENGAGEMENT ÉDUCATIF POUR L'ACCUEIL DE LOISIRS Nelson MANDELA**

Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération. Les dispositions du code de l'action sociale et des familles (article L. 432-1) donnent la possibilité aux collectivités territoriales de conclure des contrats d'engagement éducatif.

Les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités. La personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L. 432-4 du Code de l'action sociale et des familles) et leur rémunération à 2,20 fois le montant du salaire minimum de croissance par jour.

Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont intégralement à la charge de l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des avantages en nature (article D. 432-2 du Code de l'action sociale et des familles).

Considérant l'intérêt organisationnel de ce type de contrat pour l'Accueil de Loisirs Nelson Mandela ;

Compte tenu de la difficulté pour trouver des animateurs rémunérés au forfait journalier minimum de 2,20 fois le SMIC (rémunération plancher dans le texte régissant le CEE) et considérant que le métier d'animateur implique des amplitudes horaires de travail importantes et des responsabilités élevées, pour lesquelles un salaire mensuel équivalent à un SMIC paraît un minimum.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1** : d'autoriser Monsieur le Maire à recruter, durant toute la durée de son mandat et autant que de besoins, des animateurs de loisirs sous Contrats d'Engagement Educatif pour l'Accueil de Loisirs Nelson Mandela ;

**ARTICLE 2** : de fixer la rémunération de ces animateurs, conformément au texte en vigueur, de la façon suivante :

- ...Animateur BAFA et stagiaire BAFA : forfait journalier de 62 € brut
- ...Animateur non BAFA : forfait journalier de 50 € brut
- ...Forfait veillée : 15 € brut
- .....Forfait nuitée pour les séjours de camping : 50 € brut par nuit de 22 h 00 à 7 h 00

**ARTICLE 3** : d'inscrire annuellement au budget de la Commune les crédits correspondants.

#### **AFFAIRE N° 15 : MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE L'AGGLOMÉRATION DU GRAND VILLENEUVOIS AU PROFIT DE LA COMMUNE**

Dans le cadre de la coopération entre l'agglomération et la commune, il est proposé de mettre à disposition de la Commune un agent de l'Agglomération, à titre temporaire, afin de répondre à un besoin en personnel et plus précisément pour exercer les fonctions d'assistante administrative au sein des services secrétariat général et patrimoine de la commune de Villeneuve-sur-Lot pour la période du 1<sup>er</sup> août 2020 au 31 juillet 2021, à temps plein.

À cette fin, le Maire propose au Conseil d'approuver la mise à disposition de la Commune, de Madame Carine Coste, fonctionnaire de catégorie B titulaire en activité à l'Agglomération du Grand Villeneuvois, conformément aux dispositions des articles 61 à 63 de la loi du 26 janvier 1984. Cette mise à disposition ne donnera lieu à aucun remboursement, en application de la dérogation prévue à l'article 61-1-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE UNIQUE :** d'autoriser le Maire à signer la convention avec l'Agglomération du Grand Villeneuvois pour la mise à disposition à la Commune de Madame Carine Coste, rédacteur territorial titulaire, du 1<sup>er</sup> août 2020 au 31 juillet 2021, à temps plein.

#### **AFFAIRE 16 : MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE L'AGGLOMÉRATION DU GRAND VILLENEUVOIS AU PROFIT DE LA COMMUNE**

Afin de favoriser la mobilité des agents dans la fonction publique territoriale, et dans le cadre de la coopération entre l'agglomération et la commune, un partenariat est proposé pour répondre aux besoins d'enrichissement des agents dans le déroulement de leur carrière, à la nécessité pour eux de retrouver un dynamisme. Par conséquent que ce partenariat constitue une valeur ajoutée pour les deux administrations.

Dans ce cadre, le Maire propose au Conseil d'approuver la mise à disposition de la Commune de Madame BUIRA Christel, adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe, agent de l'Agglomération du Grand Villeneuvois, pour assurer les missions d'assistante administrative au théâtre Georges Leygues. Cette mise à disposition ne donnera lieu à aucun remboursement.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE UNIQUE :** d'autoriser, à titre exceptionnel compte tenu de la crise sanitaire, le Maire à signer a posteriori la convention avec l'Agglomération du Grand Villeneuvois pour la mise à disposition à compter du 1<sup>er</sup> février 2020, pour une durée de 8 mois de Madame BUIRA Christel adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe 7<sup>ème</sup> échelon, agent de l'agglomération, auprès de la Commune pour assurer les missions d'assistante administrative au théâtre Georges Leygues.

#### **AFFAIRE N° 17 : DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

Cette procédure présente l'avantage de résoudre de nombreuses affaires rapidement et d'alléger les réunions du conseil municipal tout en assurant son contrôle. Cela permet d'assurer une continuité administrative dans les affaires de la Commune.

Il convient de prendre en compte les articles du Code Général des Collectivités territoriales sus-visés ci-dessus dans les attributions du conseil municipal à déléguer au Maire en tout ou partie, et pour la durée de son mandat.

En conséquence que les délégations attribuées dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT, seront notamment les suivantes :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° De fixer, dans une limite de 5 % à la hausse ou à la baisse, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs

pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, à la réalisation des emprunts d'équilibres destinés au financement des investissements prévus et votés au budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Le Maire est également autorisé à procéder à des remboursements anticipés des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et de contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées dans sa délégation de réaliser les emprunts visés au préambule et d'une manière générale, à décider des opérations financières utiles à la gestion des emprunts pendant toute la durée de son mandat.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

*Ce point fera l'objet de subdélégation pour Monsieur Régnier Gérard, Deuxième Adjoint au Maire, dans le cadre de sa délégation aux marchés publics, en cas d'absence ou d'empêchement du maire.*

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

*Ce point fera l'objet de subdélégation en cas d'absence ou d'empêchement du Maire pour les élus suivants :*

- *Monsieur Laville Michel pour les salles polyvalentes aux particuliers et aux associations,*
- *Madame Rongier Sylvie pour les équipements culturels,*
- *Madame Suppi Patricia pour les salles et équipements municipaux des établissements scolaires et de l'économat,*
- *Messieurs Laville Michel et Macalli Daniel pour les salles et équipements sportifs de la Commune,*
- *Madame Hénault-Blineau Estelle pour les équipements et salles de l'Hôtel de Ville ;*

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

*Ce point fera l'objet de subdélégation pour Monsieur Régnier Gérard, Deuxième Adjoint au Maire, dans le cadre de sa délégation aux travaux et à l'urbanisme, en cas d'absence ou d'empêchement du Maire ;*

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L. 211-2](#) ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans les conditions suivantes : Préemption des biens immobiliers au bénéfice de la commune, la délégation du droit de préemption restant de la compétence du conseil municipal ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, y compris en référé, ou d'intervenir au nom de la commune dans les actions où elle y a intérêt, et d'exercer les voies de recours y afférentes, dès lors que l'intérêt des litiges en cause dans ces actions n'excède pas, en demande, une somme de 100 000 euros, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €. Cette habilitation couvre l'ensemble des contentieux de la commune, en cours et à venir, et ce, devant l'ensemble des juridictions auxquelles la commune pourrait avoir recours ou serait déférée.

Le Maire est également autorisé, par la présente délégation, à se constituer partie civile au nom de la commune devant les juridictions pénales, à avoir recours à un avocat et à engager les frais y afférents ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 35 000 euros ;

18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la [loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014](#) de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 5 000 000 d'euros (cinq millions d'euros) ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article [L. 214-1-1](#) du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

*Ce point fera l'objet de subdélégation pour Monsieur Régnier Gérard, Deuxième Adjoint au Maire, dans le cadre de sa délégation aux travaux et à l'urbanisme, en cas d'absence ou d'empêchement du Maire ;*

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles [L. 523-4](#) et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

- 26° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de toutes subventions quelque soit le montant tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- 27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- 28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de [l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975](#) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
- 29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 25 / Contre : 0 / Abstentions : 4  
**Décide,**

**Article 1 :** de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, les attributions prévues à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et énoncées ci-dessus ;

**Article 2 :** de dire que l'ensemble de ces attributions seront exercées par Madame Davelu-Chavin, Première Adjointe au Maire, en cas d'absence ou d'empêchement du Maire ;

**Article 3 :** de dire que les attributions subdéléguées mentionnées ci-dessus seront précisées dans les arrêtés de délégations de fonctions et de signature des intéressés, en cas d'absence et d'empêchement du Maire ;

**Article 4 :** conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, le Maire rendra compte de ces décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

#### **AFFAIRE N° 18 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET DU BUREAU DES ADJUDICATIONS - ÉLECTION DE DÉLÉGUÉS**

La commune se situant dans la strate des communes de plus de 3 500 habitants la Commission d'Appels d'Offres doit être composée du Maire, ou son représentant, président, et cinq membres du Conseil élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste .

À la suite du scrutin des élections municipales, il convient de procéder à l'élection des représentants du Conseil Municipal au sein de la commission d'Appels d'Offres et du Bureau des Adjudications. Il est procédé à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'Appels d'Offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de la même liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Considérant que cette commission se compose :

- du maire président ou de son représentant,
- de 5 membres titulaires,
- de 5 membres suppléants.

Considérant que les membres élus seront également membres du jury de concours, qu'il s'agisse de dévolutions de travaux ou de désignations de maîtres d'œuvre.

Considérant les candidatures :

Pour la liste Nouveau Cap pour Villeneuve : MM. Et MMES G. Régnier, X. Mars, M. Laville, F. Gueudin, C. Lévêque, J-E Rosier, X. Clerc, B. Vaquier, D. Maccalli, D. Moldovan

Pour la liste Villeneuve en Commun : MM. Et MMES L. Feuillas, A Chabrot-Dupuy, M. Blazejczyk, T. Bouyssou

Pour la liste Ensemble pour Villeneuve : MM. Et Mmes F. Ladrech, L. Lamorlette, V. Balleroy

Après avoir procédé au vote :

|   |    |
|---|----|
| a - Nombre de Conseillers n'ayant pas pris part au vote : | 1  |
| b - Nombre de votants :                                   | 28 |
| c - Nombre de bulletins nuls :                            | 0  |
| d - Nombre de bulletins blancs :                          | 0  |
| e - Nombre de suffrages exprimées (b-c-d) :               | 28 |

Ont obtenu :

- ✓ liste Nouveau Cap pour Villeneuve : 21 voix
- ✓ liste Villeneuve en Commun : 4 voix
- ✓ liste Ensemble pour Villeneuve : 3 voix

La répartition de sièges à la proportionnelle et au plus fort reste est la suivante :

- ✓ liste Nouveau Cap pour Villeneuve : 4 sièges
- ✓ liste Villeneuve en Commun : 1 siège

Les conseillers municipaux désignés ci-après sont proclamés élus à la Commission d'Appel d'Offres :

| Titulaires      | Suppléants          |
|-----------------|---------------------|
| Gérard RÉGNIER  | Catherine LÉVÊQUE   |
| Xavier MARS     | Jean-Eric ROSIER    |
| Michel LAVILLE  | Xavier CLERC        |
| Freddy GUEUDIN  | Béatrice VAQUIER    |
| Lionel FEUILLAS | Agnès CHABROT-DUPUY |

### **AFFAIRE N°19 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS COMMUNAUX - DÉSIGNATION D'UNE LISTE DE CONTRIBUABLES**

La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du conseil municipal et qu'il convient de renouveler ses membres suite au scrutin municipal. Les membres de la commission sont amenés à se prononcer sur la valeur locative des propriétés bâties et non-bâties de la commune, valeur qui sert de base au calcul des 3 taxes principales.

Cette commission, outre le maire ou l'adjoint délégué qui en assure la présidence, comprend huit commissaires titulaires et huit commissaires suppléants désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double (16 + 16), dressée par le conseil municipal,

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE UNIQUE** : de dresser une liste de contribuables susceptibles d'être désignés comme membres de cette commission, soit 16 titulaires et 16 suppléants :

| Titulaires             |                    | Suppléants           |                     |
|------------------------|--------------------|----------------------|---------------------|
| Jean-Eric Rosier       | Alain Soubiran     | Antoine Guiliano     | Alain Coste         |
| Jean-Michel Brouat     | Maryse Bruley      | Patrick Maurial      | Elisabeth Buy       |
| Christian Cazassus     | Florence Graneri   | Anne Delliaux        | Bernard Brunet      |
| Christian Dulaurier    | Christian Couture  | Chantal de Brondeau  | Laurence Lamorlette |
| Laurence Mandile-Picot | Eric Francou       | Xavier Fourdrin      | Vincent Balleroy    |
| Brice Vogler           | Maurice Vincent    | Vincent Berthoumieux | Dominique Cagne     |
| David Goncalves        | Thomas Bouyssonnie | Patrick Marsaleix    | Léah Thomas-Bollini |
| Sylvie Foures          | Maëlle Blazejczyk  | Patrice Brouat       | Xavier Loiseau      |

## AFFAIRE N° 20 : CRÉATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES

### I - Création des commissions Municipales Permanentes.

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, la composition des différentes commissions, créées par le Conseil Municipal, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression la plus pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale (article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le Conseil Municipal détermine le nombre des commissions municipales et celui des commissaires. Le nombre de sièges est attribué à la représentation proportionnelle. Chaque liste doit avoir au moins **un représentant** au sein des commissions créées. Il est pris en compte le nombre d'élus des différentes listes siégeant au Conseil Municipal. Le maire est **président de droit** de toutes les commissions municipales. Dans le cas d'une démission d'un commissaire au cours du mandat, celui sera remplacé par un conseiller municipal issu de la liste du démissionnaire.

Pour la commune de Villeneuve-sur-Lot, il est proposé la création de 11 commissions et de fixer le nombre de commissaires à 10. le Maire étant président de droit, les commissions doivent désigner un vice-président. Ces dernières sont les suivantes :

- ✓ Commission de L'enfance, de la jeunesse et des affaires scolaires
- ✓ Commission des Sports et de la Vie Associative
- ✓ Commission de l'Administration Générale et des Ressources Humaines
- ✓ Commission de l'Urbanisme et de l'Habitat
- ✓ Commission des Finances
- ✓ Commission du Commerce, des Foires et marchés
- ✓ Commission des travaux, de la propreté, de la circulation et du cadre de vie
- ✓ Commission de la Culture et du Patrimoine
- ✓ Commission de la Citoyenneté
- ✓ Commission du développement durable
- ✓ Commission de l'Hygiène et de la Sécurité

### II - Désignation des Commissaires au sein des Commissions Municipales Permanentes

La désignation à la représentation proportionnelle s'effectuera de la manière décrite ci-dessous :

Nombre de conseillers municipaux : 30

Nombre de sièges à pourvoir : 10

Quotient à appliquer :  $30/10= 3$

Ce quotient est appliqué à chaque liste pour déterminer le nombre de représentants au sein des commissions permanentes. S'il reste des sièges à pourvoir, ceux-ci sont attribués au plus fort reste. **Chaque liste doit avoir au moins un représentant dans chaque commission.**

- ✓ Nombre de sièges Liste « Nouveau Cap pour Villeneuve » : 22/3=7sièges
- ✓ Nombre de sièges Liste « Villeneuve en Commun » : 4/3 =1 siège
- ✓ Nombre de sièges Liste « Ensemble pour Villeneuve » : 3/3 = 1 siège
- ✓ Nombre de sièges Liste « Allez Villeneuve » 1/3 0,3 = 1 siège

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**Article 1 :** la création des Commissions Municipales permanentes suivantes :

- ✓ Commission de L'enfance, de la jeunesse et des affaires scolaires
- ✓ Commission des Sports et de la Vie Associative
- ✓ Commission de l'Administration Générale et des Ressources Humaines
- ✓ Commission de l'Urbanisme et de l'Habitat
- ✓ Commission des Finances
- ✓ Commission du Commerce, des Foires et marchés
- ✓ Commission des travaux, de la propreté, de la circulation et du cadre de vie
- ✓ Commission de la Culture et du Patrimoine
- ✓ Commission de la Citoyenneté
- ✓ Commission du développement durable
- ✓ Commission de l'Hygiène et de la Sécurité

**Article 2 :** de procéder à la désignation des 10 commissaires suivant la répartition précisée ci-dessus :

| Commissions  | Commissaires  |
|--|---|
| Commission de L'enfance, de la jeunesse et des affaires scolaires            | Patricia Suppi , Catherine Lévêque, Chantal de Brondeau, Léah Thomas Bollini, Daniel Macalli, Samir Ziani, Estelle Henault-Blineau, Lionel Feuillas, Laurence Lamorlette, Étienne Bousquet-Cassagne |
| Commission des Sports et de la Vie Associative                               | Michel Laville, Daniel Macalli, Anne Delliaux, Freddy Gueudin, Samir Ziani, Vincent Berthoumieux, Léah Thomas Bollini, Thomas Bouyssou, Laurence Lamorlette, Étienne Bousquet-Cassagne              |
| Commission de l'Administration Générale et des Ressources Humaines           | Anne-Marie Davelu-Chavin, Xavier Clerc, Jean-Éric Rosier, Béatrice Vaquier, Sylvie Rongier, Catherine Lévêque, Xavier Mars, Agnès Chabrot-Dupuy, Frédéric Ladrech, Étienne Bousquet-Cassagne        |
| Commission de l'Urbanisme et de l'Habitat                                    | Anne Delliaux, Xavier Clerc, Freddy Gueudin, Xavier Mars, Gérard Régnier, Xavier Loiseau, Dalia Moldovan, Maëlle Blazejczyk, Vincent Balleroy, Étienne Bousquet-Cassagne                            |
| Commission des Finances  | Xavier Mars, Jean Éric Rosier, Gérard Régnier, Xavier Clerc, Chantal de Brondeau, Anne-Marie Davelu-Chavin, Dominique Chargros, Thomas Bouyssou, Frédéric Ladrech, Étienne Bousquet-Cassagne        |
| Commission du Commerce, des Foires et marchés                                | Dalia Moldovan, Dominique Chargros, Béatrice Vaquier, Catherine Lévêque, Xavier Mars, Léah Thomas Bollini, Chantal de Brondeau, Agnès Chabrot-Dupuy, Frédéric Ladrech, Étienne Bousquet-Cassagne    |
| Commission des travaux, de la propreté, de la circulation et du cadre de vie | Daniel Macalli, Catherine Lévêque, Freddy Gueudin, Michel Laville, Patricia Suppi, Béatrice Vaquier, Gérard Régnier, Agnès Chabrot-Dupuy, Vincent Balleroy, Étienne Bousquet-Cassagne               |
| Commission de la Culture et du Patrimoine                                    | Sylvie Rongier, Anne Delliaux, Anne-Marie Davelu Chavin, Béatrice Vaquier, Xavier Clerc, Patricia Suppi, Chantal de Brondeau, Maëlle Blazejczyk, Laurence Lamorlette, Étienne Bousquet-Cassagne     |
| Commission de la Citoyenneté   | Estelle Henault-Blineau, Daniel Macalli, Vincent Berthoumieux, Catherine Lévêque, Xavier Clerc, Dalia Moldovan, Patricia Suppi, Maëlle Blazejczyk, Vincent Balleroy, Étienne Bousquet-Cassagne      |
| Commission du développement durable  | Xavier Loiseau, Xavier Mars, Chantal de Brondeau, Freddy Gueudin, Vincent Berthoumieux, Estelle Henault-Blineau, Patricia Suppi, Lionel Feuillas, Vincent Balleroy, Étienne Bousquet-Cassagne       |
| Commission de l'Hygiène et de la Sécurité                                    | Jean Éric Rosier, Léah Thomas Bollini, Daniel Macalli, Xavier Mars, Samir Ziani, Dominique Chargros, Michel Laville, Lionel Feuillas, Frédéric Ladrech, Étienne Bousquet-Cassagne                   |



**Article 3 :** de prendre acte du fait que Monsieur le Maire sera président de droit de toutes les commissions.

**Article 4 :** de dire que lors de la première séance, chaque commission devra désigner son vice-président.

### **AFFAIRE 21 : TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE (TLPE) ANNÉE 2020**

Au vu de la situation exceptionnelle due à la COVID 19 et les difficultés financières engendrées par la perte d'activité de nombreux commerces et entreprises durant la période de confinement, la collectivité ne souhaite pas actualiser, comme le prévoit la loi, les tarifs de la TLPE pour l'année 2021 et maintenir les tarifs appliqués en 2020.

Considérant qu'il appartient à la collectivité de décider, avant le 1er octobre 2020, de l'application de cette décision, par voie de délibération, pour fixer les tarifs de 2021.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4

Suffrages exprimés : 29 / Pour : 25 / Contre : 0 / Abstentions : 4

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** de maintenir l'exonération ainsi que la réfaction de 50%, toutes deux prévues aux articles L. 2333-7 et L. 2333-8 du C.G.C.T. concernant :

- pour l'exonération :
  - les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure à 7 m<sup>2</sup>,
  - les pré-enseignes d'une superficie inférieure à 1,5 m<sup>2</sup>
- pour la réfaction de 50% :
  - les enseignes dont la somme des superficies est égale à 7m<sup>2</sup> et inférieure à 20 m<sup>2</sup> ;

**ARTICLE 2 :** de maintenir les tarifs pour 2021 de la TLPE tels que prévus par les articles L.2333-6 à 16, et notamment les articles L. 2333-9 et 10 du CGCT et suivant les barèmes présentés ci-dessous :

| TARIFS DES SUPERFICIES EN M <sup>2</sup>                 | 2021    |
|--|---------|
| <b>ENSEIGNES</b>   |         |
| < 7 m <sup>2</sup>                                       | - €     |
| > = 7 et < = 20 m <sup>2</sup> (réfaction de 50 %)       | 15,90 € |
| > 20 et < = 50 m <sup>2</sup>                            | 31,80 € |
| > 50 m <sup>2</sup>                                      | 63,60 € |
| <b>DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRÉ-ENSEIGNES</b>        |         |
| <b>Supports numériques</b>                               |         |
| < = 50 m <sup>2</sup>                                    | 47,70 € |
| > 50 m <sup>2</sup>                                      | 95,40 € |
| <b>Supports non numériques</b>                           |         |
| Pré-enseigne > 1,5 m <sup>2</sup> et < 50 m <sup>2</sup> | 15,90 € |
| < = 50 m <sup>2</sup>                                    | 15,90 € |
| > 50 m <sup>2</sup>                                      | 31,80 € |

### **AFFAIRE N°22 : CESSION D'UN BIEN IMMOBILIER COMMUNAL SITUÉ A MONMARES NORD AU PROFIT DE MONSIEUR PATRICK PAGES**

Il s'agit ici d'un local, mitoyen à l'église de Monmarès, inoccupé depuis de nombreuses années et dans un état de vétusté important. Par courriel en date du 21 mai 2019, Monsieur PAGES Patrick a fait une proposition d'achat de ce bien à 2 500 € net vendeur.

Au vu de l'opportunité de sortir ce bien du patrimoine immobilier de la Commune afin notamment de rationaliser la gestion de son parc foncier mais également de donner une seconde vie à ce bâtiment qui nécessite de nombreux travaux de réhabilitation ;

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la cession de la propriété immobilière située au lieu-dit Monmarès Nord et référencée au cadastre sous les numéros 149 et 147 de la section BL, pour un montant de 2 500 € net vendeur, au profit de Monsieur PAGES Patrick ;

**ARTICLE 2 :** de dire que les frais de rédaction et d'enregistrement d'actes seront à la charge de Monsieur PAGES Patrick ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer tout acte relatif à la vente ainsi que tout document se rapportant à cette transaction ;

**ARTICLE 4 :** de dire que les recettes en résultant seront inscrites au Budget de la Commune.

**AFFAIRES N°23 ET 24 : ACQUISITION D'UNE PARCELLE APPARTENANT A MONSIEUR ET MADAME PITOT - RÉGULARISATION VOIRIE COMMUNALE RUE DE VERDUN - CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

Monsieur et Madame Pitot sont propriétaires en indivision, de la parcelle référencée au cadastre sous le numéro 174 de la section EY, laquelle fait office depuis de nombreuses années de parking ouvert à l'ensemble des riverains et, lequel, s'intègre pleinement dans le domaine public de la voirie communale.

Par courrier en date du 12 novembre 2019, ils ont formulé leur souhait de vouloir régulariser cette situation, en rétrocédant à la commune cette parcelle moyennant le prix de 1 €, afin de l'intégrer dans le domaine public de la voirie communale.

En l'espèce, l'emprise concernée est affectée à un usage de stationnement et constitue en cela un accessoire de la voirie. Pour autant, s'agissant d'une concordance avec l'usage qui en était déjà fait, son classement dans le domaine public n'aura pas de conséquence sur la desserte et la circulation.

Les frais inhérents aux actes à intervenir seront à la charge de la Commune.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

- d'acquérir de Monsieur et Madame Pitot la parcelle située 44 rue de Verdun, référencée sous le numéro 174 de la section EY, et d'une superficie de 210 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 1 € ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant, à signer l'acte et toutes les pièces utiles et nécessaires à cet effet ;
- de dire que les dépenses correspondant aux actions engagées dans le cadre de cette opération, seront inscrites au budget communal en cours.
- d'intégrer dans le domaine public communal la parcelle EY 174 située 44 rue de Verdun.
- d'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer tous documents nécessaires à cet effet.

**AFFAIRES N°25,26 ET 27 : ACQUISITION DE PARCELLES SITUÉES AU LIEU DIT VIGNES DU GRAND OUSTAL**

Dans le cadre d'un projet d'aménagement d'une palette de retournement au lieu-dit Vignes du Grand Oustal, les services techniques de la Ville ont sollicité l'acquisition de parcelles appartenant à M et Mme Jatioua, M et Mme Carasco, Monsieur Cadiot et Mme Descazals.

Au vu de leurs accords pour ces acquisitions ;

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

- d'acquérir de M. et Mme Jatioua les parcelles situées au lieu dit Vignes du Grand Oustal et cadastrées sous les numéros 136 et 138 de la section LM, d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>, pour un montant de 2 € ;
- d'acquérir de M. et Mme Carrasco la parcelle située au lieu dit Vignes du Grand Oustal et cadastrée sous le numéro 130 de la section LM, d'une superficie de 253 m<sup>2</sup>, pour un montant d'1 € ;
- d'acquérir de M. Cadiot et Mme Descazals la parcelle située au lieu dit Vignes du Grand Oustal et cadastrée sous le numéro 134 de la section LM, d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>, pour un montant de 1 € ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer tous documents nécessaires à cet effet et notamment les actes inhérents à ces acquisitions ;
- de dire que les dépenses relatives aux frais de rédaction et d'enregistrement des actes seront prélevée sur le budget en cours.

**AFFAIRE N°28 : CONVENTION DE SERVITUDES ET DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ ENEDIS POUR LE PASSAGE D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE SUR UNE PARCELLE COMMUNALE**

Dans le cadre du projet d'aménagement de la zone Barbe Est, à Villeneuve sur Lot, et afin d'améliorer la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS sollicite des servitudes de réseaux et de passage, sur les parcelles localisées aux lieux-dits Riou de Metge Nord et La Salanquette, et cadastrées sous les numéros 399 et 464 de la section DO afin de pouvoir implanter trois canalisations souterraines sur une longueur d'environ 190 m, ainsi que ses accessoires, l'établissement d'un poste de transformation et si besoin de bornes de repérage.

À ce titre, l'installation du poste de transformation de courant électrique nécessite une convention de mise à disposition d'un emplacement localisée sur la parcelle DO 399.

**Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'octroyer les servitudes et la mise à disposition nécessaire tel que précisé dans les conventions prévues à cet effet, sur les parcelles privées communales, situées aux lieux-dits Riou de Metge Nord et La Salanquette, et cadastrées sous les numéros 399 et 464 de la section DO, au profit de la société ENEDIS ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser le Maire ou son représentant, à signer toutes les pièces utiles et nécessaires à cet effet.

**AFFAIRES N°29 ET 30 : MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 120 EN DATE DU 11/10/2019 RELATIVE A L'ATTRIBUTION DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE DE LA HALLE MUNICIPALE SITUÉE RUE LAKANAL - PROMESSE DE BAIL COMMERCIAL EN L'ÉTAT FUTUR D'ACHÈVEMENT ET INTÉGRATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE EW 1245**

La mise à disposition de la Halle, via un bail, s'est opérée par acte notarié, signé avec Monsieur Damien CHRIST représentant la SARL « Les allées Gourmandes ».

Dans ce bail était inclus la parcelle, auparavant occupée par les « box », intégrée dans le domaine privé communal. Lors de l'aménagement de la Halle, l'emplacement dédié à ces « box » a été utilisé à des fins de stationnement dédié au commerce « les allées gourmandes ».

Au vu de la difficulté en termes de gestions de cet espace et l'occupation permanente de véhicules non soumis à la réglementation en matière du stationnement public, la SARL « les allées gourmandes » a souhaité que la commune récupère cet espace pour le réglementer en l'intégrant dans son domaine public. Les autres conditions de la délibération n° 120 en date du 11 octobre 2019 restent inchangées. De plus, en l'espèce l'emprise concernée est affectée à un usage de stationnement et constitue en cela un accessoire de la voirie. Pour autant, s'agissant d'une concordance avec l'usage qui en était déjà fait, son classement dans le domaine public n'aura pas de conséquence sur la desserte et la circulation.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4

Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

- d'approuver la modification de la délibération n° 120 en date du 11 octobre 2019 telle que déclinée ci-dessus ;
- d'autoriser le Maire, ou son représentant légal, à signer toutes les pièces administratives nécessaires à cet effet ;
- de dire que les frais de rédaction et d'enregistrement d'actes seront à la charge de la SARL LES ALLEES GOURMANDES ;
- d'intégrer dans le domaine public communal la parcelle EW 1245 située Place de la Halle.

#### **AFFAIRE N°31 : MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 130 EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2019 RELATIVE A L'ACQUISITION D'UNE PARCELLE SITUÉE AU LIEU DIT VIGNES DU GRAND OUSTAL APPARTENANT A MADAME LARDEL ALIETTE**

Le projet d'acquisition porte sur la parcelle référencée au cadastre sous le numéro 125 de la section LM et non pas de la section LI tel que cela avait été inscrit sur la délibération n° 130 en date du 26 novembre 2019. Un document d'arpentage, en date du 22 mars 2017, a été dressé et identifie bien la parcelle à acquérir sous le numéro 125 de la section LM, pour une superficie de 32 m<sup>2</sup>. Les autres conditions de la délibération n° 56 en date du 11 juin 2019 restent inchangées.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4

Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'approuver la modification de la délibération n° 130 en date du 26 novembre 2019 telle que déclinée ci-dessus ;

**ARTICLE 2 :** d'autoriser le Maire, ou son représentant légal, à signer toutes les pièces administratives nécessaires à cet effet.

#### **AFFAIRE N° 32 : BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIÈRES ANNÉE 2019**

Les acquisitions et cessions prises en compte sont celles qui ont été signées pendant l'année civile 2019 et ci-après énumérées.

**Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'année 2019.**

**Les acquisitions faites par la Commune :**

| Tiers             | Adresse du bien | Références parcellaires | Surface en m <sup>2</sup> | Montant en €   | Objet                    | Date et n° de la délibération |
|-------------------|-----------------|-------------------------|---------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------------|
| Habitalys         | 4 rue Sully     | EN 438                  | 470                       | 1              | Rétrocession parking     | N°93 - 20/09/18               |
| Haras             | Rue de Bordeaux | EX 548                  | 17115                     | 299 784        | Reconnaissance propriété | N°166 - 13/12/18              |
| <b>TOTAL en €</b> |                 |                         |                           | <b>299 785</b> |                          |                               |

**Les cessions faites par la commune :**

| Tiers             | Adresse du bien      | Références parcellaires | Surface en m <sup>2</sup> | Montant en €  | Objet   | Date et n° de la délibération |
|-------------------|----------------------|-------------------------|---------------------------|---------------|---|-------------------------------|
| BENBAC VSL        | Rue Paul Langevin    | DR 294                  | 1009                      | 8 072         | Agrandissement parcelle                           | N°167 - 13/12/18              |
| SDEE47            | La Salanquette       | DO 599                  | 7665                      | 76 650        | Station BioGNV                                    | N°39 - 05/04/18               |
| M. LALBENQUE      | Rue Maréchal Lyautey | HI 366                  | 53                        | 689           | Acquisition partie domaine public                 | N°64 - 11/06/19               |
| Mme SOUBIROU      | Rue Allende          | LA 341                  | 123                       | 1 476         | Acquisition partie domaine public                 | N°62 - 11/06/19               |
| Mme BOURGES       | Rue Bel Air          | LA 340                  | 87                        | 1 044         | Acquisition partie domaine public                 | N°60 - 11/06/19               |
| M. CAMBOU         | Lescole              | AR 102                  | 1629                      | 865           | Cession partie chemin rural désaffecté - agricole | N°98 - 12/09/19               |
| <b>TOTAL en €</b> |                      |                         |                           | <b>88 796</b> |   |                               |

**AFFAIRE N° 33 : DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN ÉLU COMMUNAL**

Le 25 février 2020, un élu de la commune de Villeneuve-sur-lot a fait l'objet de menace de mort à plusieurs reprises dans l'exercice de ses fonctions ;

es dépôts de plaintes de cet élu du 25/02/2020 et du 26/02/2020 et sa demande de protection fonctionnelle à la commune en date du 26/02/2020 ;

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à l'élu de la commune de Villeneuve-sur-Lot ;

**ARTICLE 2 :** d'habiliter Monsieur le Maire à signer toute pièce utile au règlement de cette affaire ;

**ARTICLE 3 :** la dépense en résultant sera prélevée sur le budget de l'exercice en cours sur le chapitre 011, article 6227 (frais d'actes et de contentieux).

**AFFAIRES N°34, 35 ET 36 : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI ASSOCIATIF POUR DES CLUBS SPORTIFS.**

Le Conseil départemental soutient les clubs pour la création ou la pérennisation d'emplois sportifs, sous forme de subvention à hauteur de 20 % du SMIC, charges patronales comprises. Une des conditions d'attribution est l'obtention d'un soutien financier complémentaire de la collectivité siège, équivalent à celui du Département. Sept clubs sportifs Villeneuvois perçoivent l'aide de la commune.

Le versement de la subvention se fait en 2 parties :

- 80 % à l'ouverture ou au renouvellement du contrat,
- 20 % restant à la clôture du contrat.

Les clubs sportifs concernés sont pour ce conseil sont l'Aéro-Club Villeneuvois, le Cercle des Nageurs Villeneuvois, le Ping Pong Club Villeneuvois.

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0

**Décide,**

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions d'accompagnement à l'emploi sportif avec les associations citées ci-dessus pour la période 2020 /2021 ;
- d'imputer les dépenses en résultant au budget 2020 de la commune sur la ligne 65 40 6574.

#### **AFFAIRE n° 37 : MISE À DISPOSITION DU PARC DES EXPOSITIONS À L'ASSOCIATION DE LA MOSQUÉE DE VILLENEUVE-SUR-LOT SUITE À LA COVID 19**

Considérant que La Mosquée de Villeneuve-Sur-Lot souhaite organiser la Prière de l'Aïd, le vendredi 31 juillet 2020 de 7h à 9h ;

Considérant que le Parc des Expositions correspond aux besoins de cette organisation en termes d'espace et d'accueil, au vu de la COVID 19 et des protocoles sanitaires à respecter ;

Considérant qu'au vu de cette mise à disposition, une convention sera établie afin de déterminer les modalités, à savoir notamment :

- ✓ que ce prêt concerne exclusivement la prière, à l'exclusion de toute manifestation festive ou alimentaire ;
- ✓ que l'effectif ne doit pas dépasser 500 personnes ;
- ✓ que la manifestation ne doit pas déborder sur l'extérieur du bâtiment ;
- ✓ qu'une déclaration en préfecture est obligatoire (joindre la fiche de la préfecture) ;
- ✓ que l'organisateur doit soumettre son protocole sanitaire au moins 72h avant (avec rappel des gestes barrières) ;
- ✓ que l'organisateur est seul responsable de la mise en place du protocole sanitaire et de la sécurité de sa manifestation ;
- ✓ que l'organisateur est en charge du nettoyage et du rangement du site à l'issue de la manifestation, faute de quoi des frais pourraient lui être appliqués ;

#### **Le Conseil Municipal,**

Après avoir procédé au vote,

Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 28 / Contre : 1 / Abstentions : 0

**Décide,**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser l'occupation du Parc des Expositions, à titre gracieux, exceptionnellement, pour la Mosquée de Villeneuve-sur-Lot ;

**ARTICLE 2 :** de dire que cette occupation est autorisée suite à la COVID 19, pour une durée d'1 jour, à compter du vendredi 31 juillet 2020, de 7h à 9h ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser le Maire ou son représentant légal à signer la convention de mise à disposition, précisant les modalités d'occupation du Parc des Expositions, avec le Président de la Mosquée de Villeneuve-Sur-Lot.

**AFFAIRE N° 38 : OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES DE DÉTAIL POUR L'ANNÉE 2020 - COMPLÉMENT À LA DÉLIBÉRATION 136 EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2019**

La Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite « Macron » a modifié les dispositions relatives aux dérogations accordées par le maire, lesquelles permettent aux établissements de commerce de détail de supprimer le repos dominical de leurs salariés un certain nombre de dimanches dans l'année. Ainsi désormais, le nombre de dimanches est porté de 5 à 12 par an au maximum.

Outre les consultations visées à l'article R. 3132-21 du Code du Travail (avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés), il est également prévu que la décision du maire soit prise après avis du conseil municipal, et qu'au delà de 5 dimanches, le maire devra solliciter l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (E.P.C.I.), dont la commune est membre.

Ces dérogations au repos dominical sont accordées par voie d'arrêté après consultation des organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés,

Par délibération du Conseil Municipal, validée par le Conseil Communautaire, les dimanches suivants avaient été retenus pour faire l'objet de dérogations au repos dominical : 12 janvier, 9 février, 12 avril, 28 juin, et les 6, 13, 20 et 27 décembre 2020.

Considérant que la crise sanitaire du « Covid19 » a impacté lourdement les activités commerciales, qu'il s'agit aujourd'hui de soutenir activement,

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 22 / Contre : 4 / Abstentions : 3  
**Décide,**

**ARTICLE 1** : d'émettre un avis favorable à la dérogation au repos dominical pour la date suivante en ce qui concerne le Commerce de détail à savoir :  
- 11 octobre 2020.

**ARTICLE 2** : de solliciter l'avis conforme de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois.

**ARTICLE 3** : de dire que cette dérogation sera mise en place par arrêté du maire conformément aux textes réglementaires en vigueur.

**AFFAIRE N° 39,40,41 et 42 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX COMITÉS DE JUMELAGE**

Considérant que le mode d'attribution des subventions allouées aux comités de jumelage prévoit une subvention de fonctionnement annuelle de 800 euros.

**Le Conseil Municipal,**  
Après avoir procédé au vote,  
Membres en exercice : 30 / Présents : 25 / Représentés : 4  
Suffrages exprimés : 29 / Pour : 29 / Contre : 0 / Abstentions : 0  
**Décide,**

- d'allouer une subvention de fonctionnement de 800 euros aux comités de jumelage : - -
  - Villeneuve / Bouaké ;
  - Villeneuve / Neustadt ;
  - Villeneuve / San Dona di Piave ;
  - Villeneuve / Troon.
- de prélever ces sommes sur le budget communal en cours.

L'ordre du jour étant clos, la séance s'est achevée à 22 h 20.

Fait à Villeneuve-sur-Lot, le 05/08/2020

*La Conseillère Municipale,  
Désignée Secrétaire de séance,*



Léah THOMAS-BOLLINI

